

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

LOI DU 1^{er} JUILLET 1901

RELATIVEMENT AUX CONGRÉGATIONS

CARACTÈRE ET APPLICATION EN DROIT INTERNATIONAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le 24 Avril 1912, à 2 h. 1/2

PAR

C.-L. BAYON

Président : M. WEISS, professeur

Suffragants { *M. PILLET, professeur.*
M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1912

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

LA

LOI DU 1^{er} JUILLET 1901

RELATIVEMENT AUX CONGRÉGATIONS

CARACTÈRE ET APPLICATION EN DROIT INTERNATIONAL

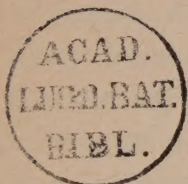
THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le 24 Avril 1912, à 2 h. 1/2

PAR

C.-L. BAYON



Président : M. WEISS, professeur

Suffragants { *M. PILLET, professeur.*
M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

—
1912

INTRODUCTION ET PLAN

Il nous paraît indispensable, avant de donner le plan que nous avons adopté pour notre thèse, de déterminer d'abord, d'une façon plus exacte que n'a pu le faire le titre, le sujet que nous avons voulu traiter, d'en préciser les limites et d'indiquer le but que nous avons poursuivi.

La loi du 1^{er} juillet 1901 est une des lois les plus intéressantes de notre époque; d'abord par les dispositions mêmes qu'elle a édictées (elle a en effet établi le statut des associations publiques et créé pour elles un état de choses absolument nouveau; à un régime de surveillance et de répression, elle a substitué une très large liberté); ensuite parce qu'elle peut être envisagée comme la conséquence de toute une suite d'événements importants et qu'elle représente le résultat de toute une politique qui a eu sur les destinées du pays une influence capitale

L'âpreté des polémiques, l'ardeur des discussions qu'elle a suscitées sont encore présentes à la mémoire de tous et on peut affirmer qu'il y a eu peu de textes législatifs qui aient à ce point passionné l'opinion publique durant ces dernières années.

Aujourd'hui que plus de dix ans se sont écoulés depuis la promulgation de cette loi, les passions se sont calmées et il est possible de considérer et de juger avec plus d'impartialité l'œuvre de cette époque. Après les questions purement politiques, de nouvelles questions sont venues se poser et l'application de cette loi a soulevé des problèmes juridiques aussi nombreux que variés. Il s'est même trouvé, que de cette loi de réglementation purement intérieure, on a voulu en étendre l'application au delà des frontières et les tribunaux du monde entier ont eu à l'examiner et à l'apprécier.

C'est seulement certaines de ces questions que nous nous proposons d'envisager, et sans prétendre les résoudre — ce qui excéderait et notre capacité et notre travail — montrer le point où elles en sont arrivées actuellement après les controverses approfondies et les multiples jugements auxquels elles ont donné lieu.

De la loi du 1^{er} juillet 1901, nous considérons uniquement la partie relative aux congrégations religieuses, le titre III, les art. 13 à 21, en laissant tout à fait de côté les textes qui réglementent les associations ordinaires. La distinction entre ces deux parties est suffisamment marquée par le texte même de la loi et par les débats parlementaires pour nous autoriser à les envisager séparément. Nous ne ferons pas non plus une étude historique et comparative de la situation des congrégations avant la loi du 1^{er} juillet

1901 et depuis cette loi. Nous nous proposons seulement de rechercher la nature et le caractère des textes concernant les congrégations religieuses, leurs conséquences au point de vue de leur application, spécialement en droit international privé : nous montrerons ensuite par l'étude spéciale de la liquidation d'une de ces congrégations, celle de l'ordre des Chartreux, combien ont été nombreuses et variées toutes les questions que cette loi a engendrées, quelle a été l'attitude des tribunaux étrangers, la variation de leur jurisprudence pour aboutir finalement au même but par des moyens souvent très différents.

Nous diviserons donc notre étude en 3 parties :

1^o Dans une 1^{re} partie qui sera en quelque sorte un préliminaire nous chercherons si toutes les lois d'un pays ont en droit international, la même portée d'application, s'il n'y a pas lieu de distinguer au contraire des lois d'intérêt privé et des lois d'intérêt public, *lois d'ordre politique, lois de sûreté sociale*, dont le but et les effets les séparent nettement des premières.

2^o Dans une 2^e partie nous examinerons dans quelle catégorie nous pouvons alors ranger la loi du 1^{er} juillet 1901.

3^e Dans une 3^e partie nous grouperons suivant leur nature les divers problèmes juridiques et nous indiquerons quelles solutions ont été données en droit international.

PREMIÈRE PARTIE

PORTÉE D'APPLICATION DES LOIS EN DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ, SPÉCIALEMENT DES LOIS DE POLICE ET DE SURETÉ

I

Le but que se propose le législateur lors de la confection d'une loi peut être double :

1^o Il peut d'abord rechercher la satisfaction individuelle des citoyens, c'est dans leur intérêt même qu'il légifère, c'est en vue de leurs besoins personnels qu'il édicte des dispositions; il envisage surtout les rapports des particuliers entre eux, il a pour but de pourvoir à des nécessités privées. « Il s'agit des droits de l'individu, de son état, de sa capacité, de la protection qu'il convient d'étendre sur lui, il s'agit de son patrimoine, il s'agit des actes juridiques qu'il peut accomplir » (Weiss) (1). Se fondant sur la condition particulière des citoyens d'un même pays, examinant

(1) Weiss. *Consultation à propos de la liquidation de la Charleuse*.

leurs mœurs, leur caractère, leurs traditions, le législateur doit s'efforcer de s'y adapter; et son effort sera souvent de constater et de généraliser ce que l'expérience et l'observation lui auront appris. Il cherchera bien moins à créer un état de choses nouveau à imposer de par sa volonté souveraine une règle nouvelle qui pourrait devenir parfois une contrainte, qu'à se plier aux circonstances et à étendre à tous les citoyens ce qui a été le plus communément reconnu comme utile.

Dès lors, il est naturel que tous les individus unis par une patrie commune, sentant entre eux « la conscience de la nationalité » doivent vis-à-vis de ces lois tenir peu de compte des liens qui les rattachent accidentellement à un autre état : ils doivent se soumettre au contraire, même à l'étranger, à ces institutions juridiques établies conformément aux aspirations et aux habitudes de leur pays. Ces lois, soit qu'elles statuent par voie de dispositions impératives, soit qu'elles se contentent d'interpréter la volonté autonome des parties, ne se limitent pas nécessairement dans leur action au territoire où elles ont été mises en vigueur « *failes pour les nationaux de l'Etat qui les a promulguées, elles le suivent ou peuvent le suivre bien loin de ses frontières* ». (Weiss) (1). Ces lois d'ordre privé peuvent sortir du territoire et continuer à protéger

(1) Weiss. Consultation précitée,

les nationaux même en pays étranger; elles doivent conserver ce que M. Pillet appelle la continuité, la *permanence de leur effort*.

2^o Mais le législateur peut avoir aussi un autre but; à côté de ces lois personnelles il doit parfois édicter d'autres lois; ce n'est plus pour satisfaire les particuliers qu'il légifère, ce n'est plus en vue de réglementer des intérêts privés. Il considère l'intérêt de l'État, il poursuit la satisfaction d'un intérêt social, dominé et inspiré par la nécessité de donner à la société les armes et les moyens d'action dont elle estime avoir besoin pour se protéger contre les dangers qui la menacent. « Ce sont des lois de garantie sociale ou d'ordre public. Chacune de ces lois représente quelque principe jugé indispensable à l'existence paisible d'une société et à la satisfaction des besoins communs aux membres qui la composent. Les infractions qui peuvent y être faites réfléchissent sur la société tout entière; il n'en faut pas davantage pour voir que les infractions de ce genre ne peuvent pas être tolérées de la part des étrangers plus que de celle des nationaux » (1). Ces lois s'appliquent donc à toute personne qui réside à l'intérieur du pays qui les a promulguées et quiconque pénètre dans le pays s'y soumet implicitement. L'état souverain est en droit d'exiger la généralité de leur effet. Il ne saurait être

(1) Pillet. *Principes de droit international privé*, 292,

fait de différence entre les nationaux et les étrangers.

Mais ces lois d'ordre public si générales à l'intérieur d'un territoire, si nécessaires au maintien de la société, ne sauraient aller au delà des frontières de ce territoire. La nature même de l'intérêt dont ces lois ont pour fonction d'assurer la défense, leur assigne par là même des limites et « ces limites passées, l'individu tombe dans le domaine d'une autre société qui a elle-même ses besoins, ses exigences, ses dangers particuliers » (1).

II

Ce sont là les grosses questions du droit international privé, de savoir quelles lois sont territoriales, quelles lois extraterritoriales. Nombreux ont été les systèmes présentés et variés, les règles tour à tour adoptées par la pratique. De nos jours encore la question n'est pas résolue et les controverses continuent toujours, tant sur le point de départ du problème que sur les solutions. Selon M. Pillet (2) « Nous nous interdisons toute solution *à priori* qui tendrait à attacher à toutes les lois ou à certaines catégories d'entre elles, le ca-

(1) Pillet. *Op. cit.*, p. 295.

(2) Pillet. *Op. cit.*, p. 263,

ractère de personnalité ou de réalité. Il faut chercher à discerner pour chacune d'elles quel caractère, de généralité ou de permanence, doit être conservé ou sacrifié. « Il faut chercher le but social de chaque loi.

Pour M. Weiss, au contraire, la personnalité doit être la règle. « La loi lorsqu'elle statue sur un intérêt privé, a toujours pour objet l'utilité de la personne; elle ne peut régir que ceux pour qui elle a été faite; mais ceux-là, elle doit en principe les régir en tous lieux et dans tous leurs rapports juridiques, sauf les exceptions ou atténuations qui résultent de l'*ordre public international* de la règle *locus regit actum*, de de l'autonomie de la volonté » (1). Mais alors-quelle définition de l'ordre public (2). Y a-t-il un ordre public interne et un ordre public international? Peut-il servir de criterium absolu à une répartition des lois? « On fait allusion au principe le plus évident de toute notre science et en même temps à celui dont la définition et l'analyse sont les plus difficiles?... Il y a unanimité sur le point de départ, mais l'unanimité s'arrête là et lorsqu'il s'agit de qualifier ces lois ou de dire ce qu'elles sont, on ne rencontre plus dans la doctrine que variété et confusion » (2).

Nous n'avons pas la prétention d'entreprendre l'ex-

(1) Weiss. *Traité élémentaire de droit international privé*, 2^e édit., p. 241.

(2) Pillet. *Op. cit.*, pp. 367 et 369.

posé de toutes ces questions; mais parmi tous ces problèmes il est des points particuliers qui présentent un caractère de certitude; et si les auteurs ne sont pas d'accord pour baser certaines solutions, il en est pourtant qui sont universellement admises.

III

Et si nous nous en tenons aux textes où la matière est traitée dans notre législation, il faut nous reporter alors à l'art. 3 du C. civ., § 1 et § 3. Cet article est relatif au conflit des lois, aux lieux dans lesquels les lois d'un pays doivent recevoir leur application. Il a pour objet de déterminer d'une part dans quelle mesure les étrangers qui sont en France sont justiciables de la loi française, d'autre part dans quelles mesures les Français qui sont à l'étranger restent soumis à la loi française. — Sans vouloir encore ici rechercher quelle doctrine le C. civ. a voulu adopter, on est frappé à la simple lecture du texte de l'opposition marquée entre les 2 paragraphes : dans le § 1^{er}, le Code insiste surtout sur le mot *territoire*; il n'est fait allusion à aucun autre principe pour l'application de ces lois; dans le § 3 au contraire il insiste sur le mot *personnes*, « personnes même résidant en pays étranger ». La distinction apparaît donc très nette ; d'une part les lois de police et de sûreté s'ap-

pliquent à tous ceux qui habitent le territoire, mais sont par cela même limitées à ce territoire; d'autre part, les lois d'état et de capacité peuvent recevoir une application extraterritoriale.

Que faut-il dès lors entendre par *lois de police et de sûreté*? La loi n'indique pas de caractères, grâce auxquels on pourrait reconnaître les lois de police et de sûreté. **Mais la doctrine** est unanime pour faire rentrer sous cette rubrique non seulement des actes du pouvoir législatif, mais encore des règlements administratifs de toute nature tels que décrets, ordonnances, arrêts et règlements rendus en vertu de la loi.

Il faut ranger parmi ces lois tous les actes concernant la sûreté des individus et la sûreté de l'État, tous ceux qui ont pour objet d'une manière générale le maintien de l'ordre dans la société « tous les actes de la puissance publique qui concernent l'ordre matériel, économique ou moral, la salubrité et la conservation de l'État français » (1). Tel est l'avis de tous les commentateurs du C. civ.

Aubry et Rau : « On entend par la loi de police et de sûreté toutes celles qui ont pour objet la sûreté des personnes ou des propriétés et le maintien du bon ordre — peu importe qu'elles soient prohibitives ou impératives et que leurs dispositions soient ou non sanctionnées par voie de répression pénale » (2).

(1) Weiss. Consultation précitée.

(2) Aubry et Rau. *Cours de droit civil français*, t. I, § 31,

Demante : « Quant aux lois de police et de sûreté, elles tendent à faire régner le bon ordre sur le territoire soumis à l'empire du législateur soit en prévenant par certaines précautions, soit en réprimant par des peines les atteintes qui y sont portées » (1).

Laurent : « Il est certain que par loi de police et de sûreté le législateur a voulu désigner toutes les lois qui ont pour but de maintenir l'ordre social » (2).

Beudant : « Par loi de police et de sûreté, il faut entendre les lois qui ont pour but le bon ordre, la sécurité publique, la sécurité des personnes, la sécurité des propriétés » (3).

Quant à l'application pratique, à l'énumération des lois de police et de sûreté, ce sont les magistrats qui doivent apprécier le caractère territorial ou extraterritorial de ces lois. Et si la classification peut parfois donner lieu à controverses pour certains cas particuliers, il est pourtant deux catégories de dispositions que tout le monde s'accorde à ranger parmi les lois proprement territoriales, ce sont les *lois répressives*, c'est-à-dire le droit pénal, et les *lois politiques*, lois relatives à la liberté individuelle, au droit de réunion, etc... « En général il faudra refuser sur le sol français tout effet à ces incapacités, incapacités contre certaines personnes à raison de la proscription politique

(1) Demante. *Cours analytique de Code civil*, t. I, art. 3, n° 10.

(2) Laurent. *Principes de droit civil français*, t. I, § 105.

(3) Beudant, *Cours de droit civil français*, t. I, 153.

dont elles ont été l'objet, de leur race, de leur religion, de leur profession. En effet toutes ont quelque chose de contraire à notre droit public, à l'égalité qu'il consacre et par suite à l'ordre public international. Nous n'hésiterions pas à reconnaître en France une entière capacité à l'étranger, qui, à la suite de son affiliation à un ordre religieux a été frappé de mort civile par les lois de sa patrie, ou encore à l'étranger hérétique ou juif que sa loi nationale déclare incapable à raison de la religion qu'il professe — ou encore à l'homme de couleur auquel la législation du pays auquel il appartient interdit certains actes accessibles aux blancs » (1).

Et si nous nous reportons à la **Jurisprudence** relative aux lois répressives à caractère politique, nous trouvons beaucoup d'arrêts consacrant cette théorie du caractère purement territorial de ces lois.

(2) 1^o *Arrêt de la Cour de cassation du 7 janvier 1806.*
— La Cour décidait par cet arrêt que les déchéances prononcées contre les émigrés par la législation révolutionnaire n'avaient pu les atteindre à l'étranger dans l'exercice de leurs droits, notamment dans le droit d'ester en justice.

« Attendu, disait la Cour, que les émigrés français n'étaient *réputés morts civilement que relativement à la France*; qu'ainsi les peines prononcées contre eux en

(1). Weiss, *Traité théorique et pratique de droit international privé*, t. III, p. 382.

(2) Sirey, Chr. 4. II.1.202.

France ne s'opposaient pas à ce qu'ils estassent en jugement dans les pays étrangers.

(1) 2^o *Arrêt de la Cour de cassation du 26 janvier 1807.*— Aux yeux de la Cour, en dépit de la mort civile dont il était frappé dans son pays d'origine, un Français émigré, décédé à l'étranger avant l'amnistie, avait valablement transmis sa succession avec le titre d'héritier à ses enfants. « Attendu que Dutertre père étant décédé dans un pays étranger où il n'était pas mort civilement, ses enfants ont été véritablement ses héritiers ».

(2) 3^o *Arrêt de la Cour de Paris du 16 janvier 1836.*— Affaire duc de Cambridge contre duc de Brunswick. En 1830, le duc Ch. de Brunswick perdit sa couronne par suite d'une révolution; sa déchéance fut prononcée et le duc Guillaume, son frère puîné, monta sur le trône. Le duc Charles se réfugia en France où il transporta des valeurs mobilières considérables; il se livra à des dépenses soit personnelles, soit en vue d'armements pour une expédition militaire, qui furent jugées excessives et son interdiction fut poursuivie en Allemagne. Son frère rendit en 1833 une ordonnance qui interdit le duc Charles pour cause de prodigalité et lui nomma pour tuteur le duc de Cambridge. Un débat s'engagea devant les tribunaux civils pour savoir quel pouvait être en France l'effet de l'ordonnance,

(1) Sirey. Chr. t. II. I. 339.

(2) S. 36. 2. 70.

loi ou statut étranger qui avait prononcé l'interdiction. Par jugement du 23 janvier 1835, le tribunal débouta le duc de Cambridge de ses conclusions. « Attendu au surplus que si certains statuts suivent les étrangers en France, *le principe ne peut s'appliquer à des statuts qui d'après toutes les législations n'affectent que temporairement la personne ou ne peuvent avoir qu'un caractère politique ou de circonstance*, que l'acte des 6 février et 14 mars 1833 n'est que temporaire..., que l'acte a un caractère politique..., que les motifs mêmes consignés dans l'acte lui attribuent un caractère politique... Par ces motifs déboute ». La Cour de Paris par arrêt du 16 janvier 1836 confirma ce jugement « Considérant que l'acte des 6 fév. et 14 mars 1833 par sa forme, par l'autorité dont il émane, par la personne à qui il s'applique. par les circonstances dans lesquelles il est intervenu, par les motifs sur lesquels il est fondé, *est un acte essentiellement politique*, dont les effets ne peuvent se régler par le droit civil. Considérant qu'un acte de cette nature ne peut affecter la capacité civile à un étranger en France *et n'y peut recevoir aucune exécution.* »

(1) 4^e Arrêt de la Cour de Paris du 26 novembre 1850.

— En juill. 1846, le prince de Salerne souscrivit trois lettres de change pour l'acquisition de bijoux, au profit d'une dame Jeannisset; une de ces traites demeura

(1) S. 50.2.666.

impayée et en oct. 1849 la dame Jeannisset fut poursuivie par des banquiers. Il fut soutenu au cours du procès que le titre produit ne valait pas comme lettre de change, que la nullité provenait d'une incapacité personnelle du souscripteur, incapacité résultant d'un rescrit du roi de Naples, qui interdit aux princes de sang royal de souscrire aucune lettre de change. — La Cour déclara valable le titre, « attendu que le titre que les banquiers invoquent a tous les caractères d'une lettre de change, bonne et valable; que s'il est vrai qu'un rescrit du roi de Naples défend aux princes de la famille royale de souscrire des lettres de change sans le consentement préalable du roi, la prohibition qui résulte de ce rescrit *n'est pas une de ces incapacités qui suivent la personne même en pays étranger*, qu'en effet cette prohibition n'a pas pour cause un fait général et universellement reconnu, comme celui qui motive l'incapacité des mineurs et des femmes mariées, mais a été déterminé par des *considérations d'une utilité* moins générale, *toute locale*, individuelle et privilégiée, dont l'effet par conséquent doit être restreint entre les sujets d'un même État ».

5^o Il ressort également d'un *jugement du 7 mai 1873 du Tribunal de la Seine* (1) qu'un décret émanant d'un souverain étranger, qui établit pour un individu nommément désigné une incapacité spéciale, ne peut

(1) *Journal de droit international privé*, 75, p. 20.

avoir d'effet que dans les limites de l'État où il est édicté. »

IV

La conclusion de toute cette première partie, nous l'empruntons à la consultation de M. Weiss. « En résumé les lois de police et de sûreté disposent en général en vue du seul territoire français; si leur observation s'impose à tous ceux, Français ou étrangers, qui habitent ce territoire, elles ne sont que très exceptionnellement obligatoires pour les Français qui se trouvent à l'étranger et seulement si le législateur a manifesté la volonté de les y soumettre. Et même alors les tribunaux étrangers ne peuvent leur accorder aucun effet dans le ressort de leur compétence territoriale, lorsqu'il doit en résulter une atteinte à l'ordre local. »

DEUXIÈME PARTIE

NATURE ET CARACTÈRE DE LA LOI DU 1^{er} JUILLET 1901

Quelle est donc la nature et le caractère de cette loi du 1^{er} juill. 1901? Est-ce une loi purement civile réglant l'état et la capacité d'une certaine catégorie de personnes et dont le but a été d'organiser la gestion des biens des congrégations en vue d'assurer la répartition de ces biens entre les membres des congrégations dissoutes? Est-ce au contraire une loi de police, une loi de défense dont le vote a pu être imposé par la gravité des événements et qui a voulu surtout mettre un terme à la multiplication jugée dangereuse des biens de mainmorte, par la confiscation déguisée ou l'expropriation des biens dont jouissaient les congrégations en France?

A notre avis c'est ce second caractère qui ressort très nettement de l'examen de la loi du 1^{er} juill. 1901. C'est une *loi d'exception*, une loi qui déroge au droit commun, une loi qui dispose d'une manière spéciale au regard de telle catégorie de citoyens. C'est une *loi de confiscation*, en ce sens qu'elle aboutit à la déposses-

sion éventuelle de certains congréganistes. C'est aussi une *loi pénale*, en ce sens qu'elle crée un délit nouveau, le délit qui consiste à faire partie d'une congrégation non autorisée, délit qu'elle punit de peines rigoureuses. Nous établirons cette thèse par l'étude :

- 1^o des circonstances et des événements pendant lesquels et à cause desquels elle a été votée;
- 2^o des débats et du texte même de la loi;
- 3^o de la doctrine;
- 4^o de la Jurisprudence française;
- 5^o de la Jurisprudence étrangère.

I. — Événements qui ont amené le vote de la loi du 1^{er} juillet 1901

« La loi du 1^{er} juill. 1901 est le contre-coup des divers événements de ces dernières années, le premier procès Dreyfus, le mouvement du nationalisme, le procès des Assomptionnistes » (1). Il nous paraît donc indispensable pour bien comprendre la nature et la portée des actes législatifs ou administratifs de cette époque de se replacer dans les circonstances graves et troublées qui ont à ce moment bouleversé le pays tout entier.

C'est l'époque où l'affaire Dreyfus atteint son maximum d'amplitude, où les partis aux prises en arrivent au maximum d'agitation.

(1) Planiol. *Traité de Droit civil*, 1901, t. I, appendice.

3 juin 1899, arrêt de la Cour de Cassation ordonnant la revision du procès Dreyfus.

4 juin, manifestation scandaleuse au champ de courses d'Auteuil contre le Président de la République.

Le 12 juin, après une interpellation relative aux événements de Longchamps et de la rue Montmartre et au rôle de la police, le cabinet Dupuy est renversé à la Chambre des députés sur un ordre du jour Ruau, où l'on rencontre pour la première fois l'expression « défense des institutions républicaines », expression qui devait faire fortune depuis et définir la politique du ministère Waldeck-Rousseau.

Le 22 juin, après de nombreuses démarches, le cabinet Waldeck-Rousseau peut enfin se constituer et se présenter le 26 devant le Parlement pour y lire la déclaration ministérielle. Cette déclaration est déjà caractéristique de l'œuvre que devait accomplir le Gouvernement : On n'y rencontre aucun programme de réformes, il n'y est fait mention d'aucun projet de loi dont on demandera la discussion. C'est uniquement un *ministère de défense*, demandant aux différents partis, quelles que soient leurs divergences, de se grouper momentanément pour cette œuvre commune.

— De projet de loi sur les associations et les congrégations, il n'y a aucune trace.

Pendant les vacances parlementaires, les événements se précipitent et deviennent plus menaçants :

Révocations nombreuses de fonctionnaires indisciplinés, jugement du Conseil de guerre de Rennes, décret de grâce en faveur d'Alfred Dreyfus, arrestation de Déroulède, réunion de la Haute Cour.

Le 7 novembre se tient un conseil de cabinet où, pour la première fois, il est question des projets de loi qui seront déposés sur le bureau de la Chambre à la séance d'entrée, le 14 novembre. Ce sont trois projets de lois — opposés par leur nature et leur objet — mais qui sont inspirés par une même pensée politique et un même but et que Waldeck-Rousseau devait qualifier à la séance du 14, de *projets de défense et de progrès*. Ces projets comprenaient :

- 1^o le projet de loi sur le stage scolaire, dirigé contre l'enseignement congréganites;
- 2^o le projet de réforme des Conseils de guerre;
- 3^o le projet de loi sur les associations et les congrégations religieuses.

Ce sont des *mesures de sûreté*, prises pour *protéger* la société civile, l'état laïque menacé par la fortune et l'extension de la puissance congréganite.

Enfin, le 13 novembre, perquisition chez les Pères Assomptionnistes et leur comparution devant le Tribunal correctionnel.

Il ressort de cette brève chronologie que la loi du 1^{er} juillet 1901 apparaît comme la conséquence des événements politiques, qu'elle a été proposée comme la sanction nécessaire, sur laquelle des membres

d'opinion divergente se sont mis d'accord, après avoir regardé les faits. — On en a profité pour accorder aux associations civiles la liberté que l'on réclamait pour elles depuis longtemps. Mais le but principal a été de frapper et d'anéantir les congrégations religieuses menaçantes; œuvre de sûreté, s'il en fût, contre le danger politique immédiat, contre le danger moral permanent qu'elles présentaient alors.

II. — Étude des débats et du texte de la loi

A. — *Préliminaires parlementaires. Ouverture de la discussion*

Un premier fait apparaît tout d'abord très nettement à l'examen des débats parlementaires, c'est la *rapidité* avec laquelle on a fait aboutir, en un laps de temps très court, une réforme qui avait été pendant si longtemps retardée; ce sont uniquement des raisons politiques qui ont permis d'obtenir ce résultat, seul un intérêt politique a su réunir pendant toute cette discussion une majorité aussi compacte, un bloc aussi ferme et arriver rapidement au vote de la loi.

La discussion générale de la loi au Parlement prit dès le début un aspect passionné, violent même : au lieu de voter une loi sur les associations, on se donna l'allure de soutenir ou de combattre une loi contre les congrégations. La quasi-unanimité de la presse

aussi bien de droite que de gauche ne vit dans ces nouveaux textes que des mesures anticléricales. La partie de la loi relative aux associations n'est presque pas discutée et l'effort des grands orateurs de tous les partis, de Mun, Ribot, Viviani, Waldeck-Rousseau, exposant devant le Parlement les thèses opposées, porte uniquement sur les dispositions concernant le sort des congrégations.

Enfin un fait tout à fait caractéristique est la préface que la Chambre des députés a donnée aux débats sur le projet de loi. A la séance du 14 janvier 1911, M. Sembat avait déposé une interpellation demandant des explications sur une lettre que le pape Léon XIII avait adressée à l'archevêque de Paris le 23 décembre 1900. Le Gouvernement et les groupes radicaux firent alors demander que l'interpellation fût jointe à la discussion de la loi sur les associations et la précédât comme une introduction nécessaire. N'était-ce pas, selon l'expression de M. Ribot, « donner aux débats de la loi sur les associations une préface irritante et violente ».

B. — *Esprit général de la loi*

Si l'on considère l'esprit général de cette loi, on la voit en opposition complète avec différents projets déposés par des membres du parti républicain, tels que M. Floquet en 1888, Goblet en 1895, projets qui

reconnaissaient à toutes les associations, même aux congrégations religieuses, la liberté de se constituer sans autorisation préalable. Le projet de Waldeck-Rousseau lui-même, tel qu'il l'avait présenté, ne faisait pas de distinction entre les associations ordinaires et les associations religieuses ; les congrégations n'étaient pas nommées dans le projet de loi : la même législation, les mêmes mesures leur étaient applicables ; le régime des associations n'était ni la surveillance constante, ni la liberté absolue ; c'était simplement l'application du droit commun.

« Au contraire, si on compare la situation faite par la loi de 1901 aux congrégations religieuses et le régime sous lequel les associations ordinaires se trouvent désormais placées, on voit de suite qu'un abîme les sépare. Les associations ordinaires se forment librement, sans autorisation — ni déclaration préalable — la liberté tant attendue et si longtemps promise leur est enfin donnée : les art. 291 et s. du Code pénal qui subordonnaient à l'agrément du Gouvernement la constitution de toute association de plus de 20 personnes et qui réprimaient avec sévérité toute contravention sont abrogés. Au contraire, les congrégations perdent le bénéfice de la tolérance dont elles avaient joui depuis tant d'années. Non contents de leur refuser l'existence légale et la personnalité juridique dans les conditions où il les accorde aux autres associations, le législateur de 1901 prononce

la dissolution de celles qui n'auront pas obtenu l'autorisation législative qu'il déclare nécessaire — autorisation bien illusoire d'ailleurs, puisqu'en fait toutes les demandes des congrégations ont été systématiquement écartées par la Chambre; il ordonne la liquidation de leurs biens, il érige en délit le fait de n'avoir pas rompu tout lien d'obéissance avec la congrégation dissoute » (1). — C'est ce qui a pu faire dire à M. Renault Morlière avec justesse : « En réalité on fait aujourd'hui deux lois différentes (ajoutant avec quelque exagération à notre avis) — l'une pour les associations en général auxquelles on donne l'apparence de la liberté, l'autre pour les congrégations auxquelles on donne le maximum de persécution. »

C. — *Élude des dispositions de la loi*

Nous allons maintenant essayer de relever dans chacun des articles de la loi les dispositions à tendance nettement politique — organisant une répression sévère et restrictive du droit commun.

1^o *L'article 13.* — Cette rigueur vis-à-vis des congrégations religieuses se trouve marquée dès le 1^{er} article de la loi ayant trait à cette question, l'art. 13, qui réglemente la création et la dissolution des congrégations. Pour la formation le législateur exige une

(1) Weiss, Consultation précitée,

loi : il estime que c'est là un acte grave et que seul il a l'autorité nécessaire pour donner cette autorisation. Pour la dissolution, il semblerait donc qu'elle dût être prononcée suivant les formes établies pour l'obtention des autorisations et que le pouvoir qui supprime fût de même ordre que celui qui a donné la vie. Cette doctrine fut combattue par les auteurs du projet : les 2 Chambres se rallièrent à leur manière de voir. On estima qu'il n'y avait aucune corrélation nécessaire entre la procédure d'autorisation et celle concernant la suppression. Il fut décidé que la dissolution de la congrégation ou la fermeture de tout établissement pourrait être prononcée par décret rendu en conseil des ministres. L'intervention du Conseil d'État n'est même pas jugée nécessaire. La dissolution est une mesure de police qui pour être efficace doit être rapide et qui doit appartenir au Gouvernement. Difficulté d'autorisation pour les congrégations, facilité extrême de leur dissolution, tel était le double point de vue auquel s'était placée la commission et le résultat qu'elle avait obtenu du Parlement.

2° *L'article 14.* — Cet article est tout à fait étranger à la question du droit d'association et à la police des congrégations ; il met en cause le droit d'enseignement. Le projet primitif du Gouvernement ne contenait aucune disposition sur ce point. Relatif au contrat d'association, il s'était borné à réglementer ce qui

concernait l'association et ce n'est qu'indirectement que le texte primitif tranchait la question des droits des congrégations en matière d'enseignement. Une disposition générale, celle de l'ancien art. 11, se bornait à stipuler que les associations dont le siège ou la direction serait fixé à l'étranger ou confié à des étrangers et celles dont les membres vivent en commun, ne pourraient se fonder sans autorisation donnée par une loi qui déterminerait les conditions de leur fonctionnement. Il s'ensuivait qu'aucune des associations ainsi visées en des termes qui englobaient toutes les congrégations religieuses, ne pourraient enseigner sans y avoir été habilitée par une loi spéciale. *A fortiori* les congrégations ne bénéficiant d'aucune autorisation et auxquelles la loi déniait jusqu'au droit à l'existence, étaient exclues, sans qu'il fût besoin de l'indiquer en termes plus formels — du droit de participer à l'enseignement.

Mais les groupes avancés de la Chambre n'entendaient pas laisser passer sans en tirer parti au profit de leurs théories en matière d'enseignement, une occasion qui leur paraissait si propice. Aussi certains membres jugèrent que ces dispositions générales dépourvues de sanction *individuelle* à l'égard des religieux rebelles à la loi, étaient tout à fait insuffisantes et Monsieur Rabier déposa le 13 juin une proposition que la commission des associations de la Chambre décida d'incorporer dans la loi nouvelle. Ce texte interdisait l'enseigne-

ment à toute personne appartenant à une congrégation non autorisée, elle étendait ainsi l'interdiction d'enseigner à chacun des membres pris individuellement d'une congrégation pourtant dissoute. L'infraction à ces dispositions de la loi est en outre réprimée par une sanction pénale : elle constitue un délit.

Ce texte souleva un long et ardent débat et la discussion porta moins sur le détail des dispositions que sur sa portée générale que ses adversaires présentèrent comme une atteinte à la liberté d'enseignement qui — d'après eux — se trouvait ainsi détruite par « voie oblique ». — Une motion d'ajournement fut repoussée et le texte fut voté, devenant l'art. 14 de la loi. Il établissait une fois de plus le caractère nettement politique de dispositions votées dans de pareilles conditions.

3° *L'article 16.* — Cet article justifie la qualification de *loi pénale* que nous avons appliquée à la loi du 1^{er} juillet 1901 et montre en même temps la rigueur spéciale avec laquelle le législateur a sévi contre les congrégations. Il prévoit en effet une sanction pénale contre les congréganistes qui ne se seront pas soumis à la loi ; les membres des congrégations non autorisées encourent de plein droit les pénalités de cet article sans qu'il y ait lieu de procéder préalablement à la dissolution. Les adversaires de la loi ont voulu soutenir que ce texte, tel qu'il était voté, ne serait applicable qu'à des congrégations éventuelles, d'une for-

mation hypothétique et que le principe de la non-rétroactivité des lois faisait obstacle à ce qu'on l'étendît aux personnes affiliées à des congrégations existant déjà en fait au moment de la promulgation de la loi, qu'il fallait appliquer à ces congrégations les pénalités des art. 8 et 12, étant donnée la présence dans ces articles des mots « maintenue ou reconstituée », mots caractérisant bien la situation dont il s'agissait et qui au contraire ne se trouvent pas reproduits dans l'article 16.

Mais cette théorie a été combattue avec vigueur par Monsier Trouillot — le distingué rapporteur du projet de loi à la Chambre, dans son commentaire de la loi a établi au contraire que ces sanctions s'appliquaient à toutes les congrégations, que leur formation initiale soit *ou non antérieure à la loi* — que l'ensemble des articles relatifs aux congrégations formaient un bloc et ceux relatifs aux associations ordinaires un autre bloc et qu'on ne pouvait raisonner de l'un à l'autre par voie d'analogie — que le législateur avec un pareil système, loin d'avoir fortifié les pénalités passées (art. 291, C. pén.), les aurait purement et simplement supprimées, et cela au regard des congrégations mêmes dont l'existence illicite rendait à ses yeux nécessaires des textes plus rigoureux.

L'art. 16 édicte donc des sanctions pénales dont la portée d'application est tout à fait générale pour les congréganistes. Quant à la sanction elle-même, elle

n'est pas la même pour les associations et pour les Congrégations. — Pour les premières le législateur se contente dans certains cas de les frapper de dissolution par arrêt de justice ou par décret, puis il punit d'amende ou d'emprisonnement le fait de *reconstituer* ces associations illicites au mépris de la décision de dissolution, ce fait équivaut à un acte de récidive. *Pour les congrégations, au contraire, il se montre encore une fois plus sévère, il leur applique d'emblée la peine la plus forte*, celle de la reconstitution et de la récidive prévue par l'art. 8, § 2 qu'il prononce pour sanctionner toute formation illégale — fût-ce la première fois.

4^o *L'article 17.* — L'art. 17 règle la dissolution des congrégations et la liquidation de leurs biens. La loi de 1901 après avoir édicté des mesures d'ordre administratif et des sanctions pénales, a prévu en outre la nullité de tous les agissements, de toutes les combinaisons imaginées pour soustraire une congrégation non autorisée à son défaut absolu de capacité. La sanction de l'art. 17, § 1, il est vrai, n'est pas spéciale aux congrégations : elle s'applique à toutes les catégories d'associations ; elle généralise l'art. 911 du C. civ. et annule tous les actes frauduleux faits par voie indirecte ou par personne interposée. Mais au regard des associations ordinaires la loi de 1901 n'a pas admis de présomption légale d'interposition de personnes.

Pour les congrégations religieuses au contraire la loi s'est montrée beaucoup plus rigoureuse : elle a établi un certain nombre de présomptions légales rompant ainsi nettement avec la jurisprudence en cette matière; les tribunaux n'admettaient pas en effet que les membres d'une congrégation fussent atteints d'une présomption légale de *fidei* commis au profit de leur communauté et imposaient à ceux qui alléguaient l'interposition, l'obligation de la démontrer suivant les règles du droit commun en matière de preuve. Le rapporteur du projet de loi à la Chambre des députés, abandonnant tout à fait cette manière de voir, reprenait l'opinion jadis soutenue par Monsieur Emile Ollivier lorsque celui-ci disait. « Je me suis efforcé d'établir cette vérité : que tout ce qu'une religieuse reçoit doit être censé reçu par le couvent... Tout religieux n'est qu'un intermédiaire; tout ce qu'il acquiert passe dans sa main, mais cette main ne peut se fermer, tout en tombe dans la caisse de la communauté; il n'est qu'un instrument de transmission, il ne retient rien ».

Ces présomptions sont établies dans l'art. 17, § 2. Elles sont de trois sortes.

1^o les membres de la congrégation; et elle s'applique aux ventes et aux dispositions testamentaires; elle ne comprend qu'une exception, c'est quand il s'agit de donations et que le donataire est un des héritiers en ligne directe du disposant.

2º l'associé ou la société civile ou commerciale composée en tout ou partie des membres de la congrégation, propriétaire de tout immeuble occupé par l'association — Cette présomption atteint tous les actes à titre onéreux ou à titre gratuit.

3º le propriétaire de tout immeuble occupé par l'association après qu'elle aura été dissoute.

Ces présomptions sont donc très générales au double point de vue du nombre de personnes légalement présumées personnes interposées et de la nature des actes auxquels elles vont s'appliquer et dont la nullité sera la conséquence.

Le projet de la commission allait même plus loin et ne reconnaissait pas la possibilité de les combattre. Mais la Chambre, adoptant l'amendement de Monsieur Perreau, s'est refusée à en faire des présomptions légales *juris et de jure* ne comportant aucune preuve contraire. Les personnes atteintes par ces présomptions pourront donc les repousser et prouver devant les tribunaux la sincérité de leurs actes ou de leurs contrats.

Une autre question se pose encore à ce sujet et dont la solution vient fournir un nouvel argument en faveur de la thèse que nous soutenons. Ces présomptions établies par la loi de 1901 s'appliquent-elles seulement aux actes intervenus postérieurement à sa promulgation? Allons-nous appliquer à la loi du 1^{er} juill. 1901 l'art. 2 du C. civ. qui déclare que les lois ne produisent

pas d'effet rétroactif et que leurs dispositions sont limitées aux faits futurs? — Vouloir au contraire les soustraire à cette règle générale et les faire rétroagir, c'est par là même reconnaître le caractère de loi administrative — de *loi d'ordre public*.

La réponse à cette question si elle ne se trouve pas explicitement contenue dans les articles de la loi, résulte d'abord très clairement des débats auxquels a donné lieu le dépôt et le rejet d'un amendement de Monsieur Isambert à la séance du 29 mars 1901. Cet amendement avait pour but de faire annuler tous les actes concernant les immeubles détenus par les congrégations non autorisées et passés à partir du 14 janvier 1901 — date à laquelle s'étaient ouverts les débats de la loi. C'était incorporer dans la loi une disposition s'appliquant à des faits antérieurs à sa promulgation, c'était spécifier une rétroactivité toute relative — Or le gouvernement demanda le rejet de cet amendement soutenant que cette disposition ferait double emploi avec les présomptions établies dans l'art. 17. Le président du Conseil constatait ainsi expressément que les prescriptions de l'art. 17 devaient être appliquées avec effet rétroactif et cette constatation ne souleva aucune contradiction.

Cette solution se trouve également confirmée par l'art. 18, où il est fait application dans le passé des présomptions établies par l'art. 17. En effet, d'après ce texte, les religieux ne sont susceptibles d'obtenir

la restitution des libéralités ne provenant pas de leurs parents, que s'ils établissent qu'ils n'ont pas été personnes interposées, qu'ils ont bien été les bénéficiaires réels de ces actes de disposition. Or de quel patrimoine proviennent ces biens que les congréganistes pourront revendiquer? Ils proviendront uniquement de biens acquis pour la plupart avant juillet 1901, d'actes qui pourront remonter très loin dans le passé.

D'ailleurs la Cour de Cassation s'est prononcée sur la question et a admis, ainsi que nous le verrons plus loin avec l'étude de la jurisprudence, la rétroactivité de ces présomptions. (1)

5^o *L'article 18.* — Nous venons de voir qu'en vertu de cet article, lorsqu'un congréganiste voudra revendiquer des biens à lui, donnés ou légués non en ligne directe mais *par des collatéraux*, la loi lui fait une obligation avant toute reprise, de faire la preuve qu'il n'est pas personne interposée au sens de la loi de 1901. Il y a là une preuve négative, souvent impossible à fournir. Et lorsque cette preuve n'aura pas été apportée, les congréganistes ne pourront pas réclamer les biens leur provenant ainsi. Une semblable disposition, si contraire à tout le droit commun en matière de preuve, ne peut-elle pas mériter le nom de confiscation?

Quant à l'attribution de l'actif net, pouvant exister

(1) Voir également la note de M. Chavegrin, qui n'admet la rétroactivité que pour les libéralités. S. 1905.1.17.

après la liquidation, il est « réparti entre les ayants-droits, » suivant la disposition de l'amendement de Monsieur Lhopiteau. Le vote de cet amendement à la Chambre et de l'amendement Guérin au Sénat, peut apparaître de prime-abord, comme un argument contre la thèse que nous soutenons et indiquer une rupture avec la tendance qui, jusqu'alors, avait animé les auteurs de la loi et le Parlement ; mais les déclarations à la Chambre du gouvernement et du rapporteur lors du vote final de cette loi enlèvent beaucoup de portée aux conclusions que l'on pourrait tirer de ce vote. Cet amendement avait pour but (contrairement au projet de la commission qui attribuait tout l'actif net à l'Etat) de liquider les biens des congrégations en se conformant aux règles qui président aux liquidations des biens de toutes les sociétés, le droit commun en un mot — « Ce n'est pas à la Chambre, disait-il, de trancher des questions de propriété : le rôle de police est terminé quand les biens et les personnes ont été dispersés ». « L'État ne revendiquera pas en vertu de cette loi qui est une loi de police et doit rester une loi de police ; il revendiquera en vertu des lois préexistantes. » — Cet amendement fut donc adopté par la Chambre. — Au Sénat la Commission avait complètement changé la rédaction de l'art. 18 et adopté un texte qui consacrait la destruction presque complète de la thèse de Monsieur Lhopiteau : elle avait inséré à la fin de sa rédac-

tion cette réserve qu'en aucun cas les membres d'une congrégations dissoute ne pourraient arguer d'une prétendue société de fait pour réclamer tout ou partie de l'actif. C'était les priver du droit de devenir même éventuellement les bénéficiaires des biens liquidés. Mais la fin de ce paragraphe fut supprimée par le Sénat sur la proposition de Monsieur Guérin et il ne fut fait aucune mention dans la rédaction adoptée de ces sociétés de fait — ni pour les admettre ni pour les repousser *a priori*. — Revenu devant la Chambre, ce texte fut à nouveau discuté et adopté, mais le sens et la portée en furent précisés par Monsieur Waldeck-Rousseau et par Monsieur Trouillot, rapporteur; et leurs déclarations donnent à cet article une signification toute spéciale; — ils estimaient que bien que la loi n'énonçât plus le droit de l'État, le principe n'en substituait pas moins; suivant leur interprétation — tel qu'il était rédigé — l'art. 18 excluait toute société de fait entre les congréganistes; c'était à leur avis, uniquement par un scrupule de forme et non par des raisons de fond que le Sénat s'était refusé à proclamer lui-même en même temps que l'impossibilité pour les congrégations non autorisées d'acquérir légalement à aucun titre, le droit absolu de l'État sur le reliquat de leurs biens.

Sans vouloir aller jusqu'à prétendre que ces affirmations tiennent lieu de texte, il nous faut cependant constater que les mêmes tendances et les mêmes idées

dirigeaient toujours le vote des dispositions relatives aux congrégations — et que ce retour au droit commun que l'on semblait admettre à leur égard pour la première fois, manque un peu de netteté et reste pour le moins singulièrement douteux. Ce sont toujours à l'égard des congrégations, des mesures spéciales, des mesures de rigueur, des mesures de police.

D. — Non-application de la loi aux colonies

Un autre argument en faveur de notre thèse de l'application strictement territoriale de la loi du 1^{er} juillet 1901 résulte de sa non-application aux colonies françaises. Nos possessions coloniales et même l'Algérie, ainsi que l'a décidé la Cour de Cassation, échappent de plein droit à l'observation de cette loi; elles ne lui deviennent soumises que par une décision spéciale du chef de l'État. Le ministre des Colonies, M. Decrais, l'a formellement déclaré à la Chambre des députés dans la séance du 29 mars 1901. M. Le Myre de Villers avait demandé à faire incorporer dans la loi un amendement stipulant expressément que la loi n'était pas applicable aux colonies. M. le ministre des Colonies s'y opposa formellement, soutenant que cette disposition était inutile et qu'à moins d'une promulgation spéciale pour nos possessions coloniales, la loi serait strictement limitée au continent. « Pour des raisons d'ordre politique et diplomatique, disait-

il, le Gouvernement pense que dans l'état actuel des choses, la loi ne saurait être appliquée aux colonies et notamment à nos colonies de domination, à nos possessions récentes d'Océanie, d'Asie, d'Afrique où non seulement nous avons à tenir compte des conventions internationales, telles que l'acte de Berlin, mais où la situation religieuse n'est réglée par aucun concordat». « La loi de 1901 — dit M. Weiss dans sa consultation (1) — se restreint donc à moins d'une promulgation spéciale au territoire de la métropole : ce n'est pas une loi d'exportation coloniale ; on a considéré que le développement des congrégations aux colonies ne fait pas courir le même péril à l'État que dans la France continentale ; leur action politique, leur accroissement y ont paru moins redoutables. Mais s'il en est ainsi sur des territoires qui après tout sont des territoires français, sur lesquels la souveraineté française et la législation française étendent leur empire, à plus forte raison la loi nouvelle a-t-elle dû laisser en dehors de son domaine d'application les pays étrangers, tels que l'Angleterre, l'Allemagne, les États-Unis, etc... Qu'importe en effet, à la France la reconstitution hors de ses frontières des congrégations qu'elle a dissoutes chez elle parce qu'elles lui paraissent dangereuses pour elle ? Que lui importe la formation sur une terre étrangère de biens de mainmorte dont l'existence ne sau-

(1) Weiss. Consultation précitée,

rait la gêner en aucune manière? En prétendant poursuivre jusqu'aux extrémités du monde les religieux exilés et leur enlever le moyen de vivre à l'état congréganiste, même à l'étranger, elle aurait commis sans droit, sans intérêt un véritable abus de puissance législative et les tribunaux étrangers ne manqueraient pas de protester contre une telle entreprise. »

E. — *Circulaires relatives à l'application de la loi*

Pour terminer cette étude des dispositions même de la loi, nous citerons deux textes qui confirment encore notre opinion.

C'est d'abord *l'avis du rapporteur de la loi* à la Chambre des députés, de M. Trouillot lui-même. MM. Trouillot et Chapsal dans le commentaire de la loi qu'ils ont publié déclarent expressément : « La loi du 1^{er} juillet 1901 *étant une loi de police et de sûreté* s'applique aux Français comme aux étrangers et dans toute l'étendue des territoires où s'exerce la souveraineté française » (1) et dans une note il renvoie à l'article 3, § 1^{er} du Code civil.

L'autre texte est la *circulaire du ministre de la Justice* relative à l'application de la loi du 1^{er} juillet 1901. Dans la partie qui se rapporte spécialement aux congrégations religieuses ayant leur siège prin-

(1) Trouillot et Chapsal. *Du contrat d'association*, p. 377,

cipal à l'étranger et plusieurs établissements en France, nous trouvons en effet : « *C'est une loi de police et de sûreté* ; elle crée des obligations ou des droits pour les seuls congréganistes établis en France. Elle ne peut recevoir aucune application aux membres de la congrégation établis à l'étranger. »

III. — Examen de la doctrine

Loin d'être unanime à ce sujet, la doctrine se présente ici avec une diversité assez grande, et l'autorité des auteurs que nous trouvons avec des opinions tout à fait dissemblables, est une des raisons qui nous a fait insister sur cette 1^{re} partie de notre thèse, pour essayer d'établir avec précision notre opinion et la baser sur des arguments variés et nombreux.

Ces opinions se trouvent la plupart exprimées dans des consultations émanant de maîtres de la faculté et d'avocats éminemment connus au Palais — consultations ayant trait toutes à la liquidation de la congrégation de la Grande-Chartreuse — Elle se trouvent d'ailleurs analysées minutieusement dans la Revue de droit international privé de l'année 1907.

A. — Nous trouvons d'une part une consultation de Monsieur Lyon-Caen et une de Monsieur Millebrand, toutes les deux contraires à l'opinion que nous avons soutenue et qui proclament que la loi du 1^{er}

juillet 1901 n'est ni une loi de circonstance, ni une loi de confiscation.

Monsieur Lyon-Caen dans la dernière partie de sa consultation, au paragraphe C, aborde nettement la question. « Mais, dit-il, on a voulu porter le débat sur un terrain tout différent, en faisant valoir que la loi du 1^{er} juillet 1901, est une loi de confiscation ou une loi de circonstance, dont à raison de ce caractère les tribunaux étrangers n'ont à tenir aucun compte ». Puis il s'efforce alors de prouver, d'abord que ce n'est pas une loi de confiscation, en analysant les règles concernant la liquidation des biens des congrégations dissoutes, en second lieu que ce n'est pas plus une loi de circonstance. « Cette loi, dit-il, a déduit des conséquences de principes traditionnellement admis en France, elle n'en a pas réellement introduit de nouveaux dans la législation française... Elle a mis fin à une période de tolérance en rappelant des principes qui existaient depuis des siècles, mais qu'on négligeait d'appliquer, puis elle a tiré de ces principes un certain nombre de conséquences. Parmi ces conséquences se trouvent la dissolution des congrégations non autorisées et la mise en liquidation des biens détenus par elles. »

Monsieur Millerand dans sa consultation du 10 mai 1906 exprime la même idée en ces termes : « Il est impossible de soutenir que la loi du 1^{er} juillet 1901 soit une loi de confiscation ; elle n'est pas plus une loi de

confiscation qu'une loi d'exception ou de circonstance. Elle est une loi d'équité en même temps qu'une loi conforme aux principes généraux du droit français et à la politique traditionnelle de l'État français ».

Nous avons, je crois, répondu par avance à ces affirmations et établi que si c'est une loi conforme à la politique de l'État français, ce n'est pas à la politique traditionnelle, mais bien à la politique du moment, politique dictée par les événements et qu'à notre avis ils imposaient; mais politique nouvelle, puisqu'il a fallu précisément rompre brutalement avec les traditions et les tolérances des gouvernements antérieurs, et aller jusqu'à établir de nouvelles pénalités pour éviter à l'avenir tout retour possible aux situations passées.

B. — Et si nous avons commencé par exposer des opinions contraires à notre thèse, nous pouvons maintenant invoquer à notre appui, des autorités non moins considérables et produire des consultations et des articles de maîtres universellement réputés et dont les réponses sont recherchées en ces matières.

Dans son traité de droit civil, *Monsieur Planiol* apprécie ainsi cette loi: « En tant qu'elle vise les congrégations, c'est une loi de combat; le gouvernement a jugé que l'influence croissante des congrégations ou au moins de certaines d'entre elles, était devenue un danger pour la forme républicaine de la constitution,

et il a engagé la lutte contre elles. C'est donc pour des motifs politiques que cette loi a été présentée et votée avec tant de rapidité et avec un parti pris si ferme dans la majorité qu'aucun amendement n'a pu passer sur la question de principes — malgré les efforts énergiques et persévérants de la minorité des deux Chambres. »

Si nous nous reportons maintenant aux consultations données spécialement pour la liquidation de la Chartreuse, nous pouvons invoquer d'abord celle de *Monsieur Weiss*. Dans le § II, Monsieur Weiss recherche « quel est le caractère de la loi du 1^{er} juillet 1901, en tant qu'elle règle le sort des congrégations religieuses et des mesures prises en exécution de cette loi ». Et après avoir examiné les commentaires de Monsieur Trouillot, les dispositions de la loi, son inapplication aux colonies et la jurisprudence française émise à ce sujet, l'éminent professeur en arrive à cette conclusion très nette. « De l'aveu même de ses auteurs, des motifs qui l'ont inspirée, des sentences judiciaires qui l'ont interprétée jusqu'à ce jour, il résulte avec une certitude absolue que la loi du 1^{er} juillet 1901, qui a fixé sur des bases nouvelles le statut des congrégations religieuses en France, est une loi de police et de sûreté et qu'à ce titre son action se limite aux personnes et aux biens qui se trouvent sur le territoire français ». On ne saurait être plus complet ni plus lumineux.

Monsieur Pillet également a publié dans la Revue de droit international privé de l'année 1907, un article relatif à la liquidation de la Grande-Chartreuse. Il affirme la même opinion que *Monsieur Weiss* au sujet du caractère de la loi; il arrive également, quant à son application à l'étranger, à la même solution, mais par un autre chemin en se fondant sur l'ancienne distinction des statuts favorables et des statuts odieux de Bartole. Sans vouloir discuter ici la doctrine du savant professeur, nous pouvons pourtant en retenir l'appréciation très nette qu'il a formulée au sujet de cette loi. « Du reste, il n'est pas douteux que la loi du 1^{er} juillet 1901 est territoriale à titre de loi politique, de loi d'ordre public — voire même de loi pénale » et plus loin précisant sa pensée, il ajoute : « La loi qui a atteint les Chartreux, du même coup que les autres congrégations religieuses, a été certainement une loi politique. C'est de plus une loi génératrice d'un droit odieux, comme établissant une conception contraire au sentiment de l'équité — car c'est une loi de confiscation. »

Enfin dans la consultation de *Monsieur Kohler*, professeur à l'Université de Berlin, nous trouvons encore une opinion analogue. Dans son § 8, *Monsieur Kohler* dit en effet : « Si l'on voulait admettre aussi que la loi française avait entraîné l'industrie des Chartreux dans ses prescriptions confiscatrices, et que l'industrie soit ainsi confisquée pour la France,

cela n'aurait d'effet qu'en France, mais non à l'étranger. Ce fait ne pourrait jamais enlever aux Chartreux la faculté d'exploiter leur industrie en Espagne ou en Allemagne et c'est pourquoi la marque française pourrait, le cas échéant, devenir l'objet d'empiétements sécularisants, mais non la marque allemande » et plus loin dans le § 10, il ajoute : « Car nous ne voulons point participer aux empiétements faits à l'égard des religieux par le Gouvernement français, empiétements qui, abstraction faite de toute autre considération, constitue une faute gouvernementale et politique. Ceci soit dit, non pas pour faire de la politique, qui n'a rien à voir ici, mais seulement pour montrer que pour des agissements de ce genre chaque pays n'a de pouvoir qu'à l'intérieur de ses frontières, et qu'il ne peut l'exercer dans l'intérieur d'un autre État. »

C'est bien là reconnaître en propres termes le caractère exclusivement territorial de la loi du 1^{er} juillet 1901 !

IV. — Examen de la jurisprudence française

Si nous envisageons la jurisprudence relative à la loi du 1^{er} juill. 1901, nous nous trouvons en présence d'arrêts et de jugements nombreux et sur des questions aussi variées que possible. Nous nous proposons uniquement, en ce moment, de dégager de ces arrêts

le caractère qu'ils attribuent à cette loi, sans nous étendre sur la matière même des procès solutionnés. Ce caractère, nous le trouverons, tantôt explicitement affirmé soit dans ses considérants — soit dans des conclusions — soit dans des rapports —; tantôt il résultera des dispositifs même de ces jugements et de ces arrêts.

1^o *Arrêt du 6 août 1904 de la Cour de Cassation* (1).— Cet arrêt est relatif à l'application de la loi du 1^{er} juillet 1901 à l'Algérie. La question se posait ainsi devant la Cour suprême : les lois de la métropole, lorsque le législateur n'en a pas autrement ordonné, ne deviennent exécutoires en Algérie qu'en vertu d'une promulgation spéciale; mais il est fait exception à cette règle lorsqu'il s'agit des lois purement modificatives de la législation antérieure, de lois déjà applicables à l'Algérie. Fallait-il en conséquence reconnaître à la loi du 1^{er} juill. 1901 le caractère de loi modificative? La Cour de Cassation a compris l'Algérie dans nos possessions coloniales qui ne sont pas soumises de plein droit à l'application de la loi de 1901, *établissant ainsi à l'évidence le caractère essentiellement territorial de la loi*, au sens le plus étroit du mot. En effet par son arrêt du 6 août 1904, elle a cassé un arrêt de la Cour d'Alger en date du 24 décembre 1903, et adoptant les conclusions du procureur général elle a

(1) D. 1904.1.288.

décidé que la loi était inapplicable à l'Algérie sans une promulgation spéciale. « La loi du 1^{er} juill. 1901 a créé un régime nouveau, il est nécessaire que les intéressés soient avisés dans les formes que le législateur a fixées de la résolution du Gouvernement d'en étendre l'application à l'Algérie. »

2^o *Arrêt de la Cour de Cassation du 8 février 1904.* (1) — Affirmant le principe de la rétroactivité de l'article 17 affirmant ainsi le caractère de loi d'ordre public.

Combattue par la doctrine, par Monsieur Planiol, notamment (t. I, 2^e éd.), par Monsieur Chavegrin pour les actes à titre onéreux seulement (Sirey 1905-1. 17) et par la jurisprudence de certaines cours d'appel et de tribunaux, cette rétroactivité a été affirmée par la Cour de Cassation, Chambre civile, dans l'arrêt que nous avons cité. La Cour suprême suivant en cela les conclusions de Monsieur le procureur général Beaudoin, conclusions remarquables autant par leur unité et leur force de déduction que par leur forme, conservait à sa jurisprudence la théorie qu'elle avait adoptée dès le début en cette matière; elle statuait il est vrai sur un acte à titre gratuit; mais son arrêt se trouve basé moins sur la nature de l'acte que sur le caractère et le but de la loi, et nous nous croyons autorisé par cela même à conclure à la généralité absolue de cet arrêt.

(1) *Gazette des Tribunaux.* 1904.1.113.

Cet arrêt déclare en effet expressément « que si le législateur dans les art. 17 et 18 déroge à la règle de la non rétroactivité des lois, en renversant la charge de la preuve au regard d'actes passés avant la promulgation de la loi, sa volonté sur ce point doit être considérée comme certaine ». Et les conclusions du procureur général relativement à cette affaire précisent singulièrement la nature et le caractère de cette loi. « Un tel état de choses (la puissance des congrégations) constituait une véritable danger public. A aucune époque, dans aucun pays, sous aucun régime, il n'a jamais été toléré. De tout temps les pouvoirs publics ont dû, après une patience plus ou moins longue, rappeler les congrégations au respect des règles imposées à tous les citoyens et des obligations particulières que le législateur avait été contraint de créer pour elles. Et comme toujours elles ont tenté de les méconnaître et de les éluder; notre législateur a dû *par mesure de protection sociale*, qui n'est en somme qu'une *légitime défense*, leur refuser une liberté dont elles abusent, les soumettre à la nécessité d'une autorisation législative... C'est donc *une loi d'ordre public que la loi du 1^{er} juill. 1901*. C'est une loi *qui par opposition à celles qui régissent les intérêts privés* des citoyens contractant librement entre eux, *n'a en vue que l'intérêt général de la Nation* et ses exigences vitales. Ne va-t-il pas de soi qu'une telle loi ayant un tel caractère, inspirée par de semblables motifs, *est et doit être, essentiel-*

lement rétroactive, qu'elle s'impose à tous les actes en face desquels elle se trouve lors de sa promulgation, aussi bien qu'à ceux qui viendraient à se produire après celle-ci, et qu'elle ne peut pas sans l'inconséquence la plus flagrante ne pas vouloir que tous ceux de ces actes qu'elle considère à juste titre comme contraires à la loi antérieure qu'ils ont éludée, comme dangereux pour l'ordre public qu'elle entend protéger, pour l'intérêt général dont elle se préoccupe exclusivement, disparaissent devant sa volonté suprême, quelle que soit la date à laquelle ils ont été accomplis. Le but seul et les principes sont d'accord pour imposer cette solution. » (1).

3^o Arrêt de la Chambre criminelle du 1^{er} mai 1903 (2).

— Cet arrêt fut un des premiers arrêts rendus en cette matière par la Cour de Cassation et il établit le caractère pénal de la loi.

Il s'agissait de deux anciens congréganistes, poursuivis à la requête du procureur de la République et prévenus : 1^o de faire partie d'une congrégation non autorisée, 2^o l'un d'avoir dirigé un établissement d'enseignement, l'autre d'y avoir donné l'enseignement. Le Tribunal de Toulon et la Cour d'Aix, relaxèrent les prévenus; l'affaire fut portée devant la Cour de Cassation qui cassa l'arrêt de la Cour d'Aix. Les conclusions du procureur général sont formelles sur cette

(1) Tourey Piallat. *Rétroactivité de la loi sur les congrégations*, p. 118.

(2) D. 1903.1.388.

question et dégagent nettement le caractère de la loi. « Nous sommes parvenus, dit-il, aux questions vraiment délicates que soulève l'application de la loi du 1^{er} juill. 1901. Elle tient aux conditions même dans lesquelles cette loi a été votée, non pas tout d'un jet sur un plan d'ensemble bien coordonné, prévoyant et réglant les problèmes, mais, si je puis dire, par soubresauts, par évolutions successives par concessions réciproques qui ont fini par obscurcir ce qui primitivement était clair et par laisser, dans la hâte que chacun avait d'en finir avec une tâche qui semblait s'éterniser, des lacunes aujourd'hui nettement apparentes. Ce n'est pas à dire qu'au cours même des discussions préparatoires on ne les ait parfois aperçues. Souvent des voix autorisées se sont élevées pour signaler des questions qui seraient soulevées dans la pratique et chaque fois les orateurs, présidents ou rapporteurs des Commissions et les membres du Gouvernement de répondre : « Les Tribunaux apprécieront ». Comme si notre droit public moderne n'avait pas consacré le salutaire et fondamental principe de la séparation des pouvoirs ! *Comme si dès lors les tribunaux pouvaient faire la loi et alors surtout qu'il s'agit d'une loi pénale, suppléer à son silence et à ses lacunes par jugements et arrêts et créer jurisprudentiellement des délits et des peines.* »

4^o Arrêt de la Chambre criminelle du 6 mai 1905. (1)

(1) *Revue de droit international privé*, 1905, p. 322.

— Cet arrêt s'applique à des congréganistes résidant en Savoie : la loi sarde du 29 mai 1855, dite loi d'incamération, qui a supprimé un certain nombre d'ordres religieux, contenait certaines dispositions spéciales aux membres de ces ordres regus antérieurement à la présentation de la loi au Parlement; ceux-ci pouvaient notamment vivre en commun dans leurs établissements respectifs. La question qui se posait devant la Cour de Cassation était celle de savoir, si la législation sarde et la convention diplomatique du 23 août 1860, conféraient aux membres de la congrégation un droit acquis qui leur permit d'échapper à la loi du 1^{er} juill. 1901. Dans ses conclusions le procureur général s'exprimait ainsi. « Même en l'admettant, il ne saurait faire obstacle à la loi du 1^{er} juill. 1901 parce qu'il ne constitue qu'un droit privé et qu'il est de règle universellement admise que ces droits disparaissent devant une loi d'ordre public qui les prohibe.... *or il n'est point discutable que la loi du 1^{er} juill. 1901 ne soit d'ordre public une loi de police et de sûreté* comme toutes les lois répressives et qu'à ce titre elle oblige tous ceux qui se trouvent sur notre territoire ». La Cour s'est rangée à cet avis et a décidé que depuis la loi du 1^{er} juill. 1901 les congrégations résidant en Savoie ou dans le comté de Nice, ne peuvent exciper des dispositions de la loi sarde de 1855 pour continuer à vivre dans un état de communauté religieuse que la

loi de 1901 a déclaré illicite et qui est par suite contraire à l'ordre public en France.

5^o *Arrêt de la Chambre des requêtes du 16 novembre 1908.* (1) — Cet arrêt fut le dénouement d'un procès relatif à la liquidation de la Chartreuse et qui a donné lieu à un jugement du trib. de Grenoble en date du 23 avril 1904 et à 2 arrêts de la Cour de Grenoble en date des 19 juillet 1905 et 27 mars 1906. Monsieur Lecouturier, liquidateur de la Congrégation des Pères Chartreux, avait intenté devant le tribunal de Grenoble, à l'encontre de l'abbé Rey, déclaré personne interposée, une action en revendication du fonds de commerce exploité par cette congrégation et de ses accessoires comprenant notamment les marques de la liqueur fabriquée au monastère. Le jugement du tribunal du 23 avril 1904 et l'arrêt de la Cour du 19 juillet 1905 avaient décidé conformément à ses prétentions que les marques avaient été considérées comme des biens détenus aux termes de l'art. 18 de la loi et comme faisant partie, en conséquence, de l'actif de la liquidation. L'abbé Rey se pourvut en cassation, en se fondant sur ce que l'arrêt aurait fait droit à la demande du liquidateur tendant à l'attribution de la marque de fabrique *en France et à l'étranger* — alors que la loi du 1^{er} juill. 1901 étant une loi de police et de sûreté ne pouvait produire d'effets que sur le territoire fran-

(1) D. 1910.1.508.

çais. — Mais comme d'autre part, il n'apparaissait pas suffisamment certain à Lecouturier que l'arrêt du 19 juillet 1905 ait statué à la fois sur le sort des marques en France et à l'étranger, il saisit la Cour de Grenoble d'une demande en interprétation de sa décision. La Cour de Grenoble a par l'arrêt en date du 27 mars 1906 (1) déclaré que sa décision antérieure était claire et non ambiguë, qu'elle ne comportait aucune interprétation et qu'en statuant sur le fait de la marque en France, elle n'avait point eu à résoudre et n'avait pas solutionné la question de la propriété des marques déposées à l'étranger. Elle disait notamment dans un considérant : « que la prétention du liquidateur à la propriété des marques de fabrique enregistrées dans les pays étrangers soulève la question de savoir si la loi du 1^{er} juill. 1901 *qui est une loi d'exception et de police*, régit ou non en dehors du territoire de la République les biens des congrégations dissoutes... que cette question n'a pas été débattue entre les parties et que la Cour n'eût pas manqué, si elle lui avait été soumise, de la traiter dans les motifs de sa décision pour la résoudre dans son dispositif... que son silence à cet égard exclusif de tout débat sur ce point ne permet pas d'admettre comme implicitement contenu dans l'arrêt sous une forme ambiguë et équivoque la décision dont Lecouturier réclame le bénéfice ».

(1) D. 1908.2.17.

Ainsi la Cour de Grenoble après avoir donné à la loi le caractère de loi de police et d'exception laissait deviner la solution qu'elle serait susceptible de donner à la question de la propriété à l'étranger des marques des Chartreux. Cette décision rendait donc sans objet le pourvoi formé par Rey, puisqu'elle faisait disparaître de l'arrêt du 17 juillet 1905 la disposition dans laquelle il avait cru voir une violation de la loi. Il se désista donc de ce pourvoi. Mais alors Lecouturier se pourvut à son tour en Cassation contre l'arrêt du 27 mars 1906 de la Cour de Grenoble et c'est dans ces conditions que l'affaire est venue devant la Cour suprême.

Le rapport du conseiller Letellier est très affirmatif sur cette question et s'exprime ainsi : « Il (le Tribunal) n'ignorait point en effet que la loi du 1^{er} juill. 1901 destinée à protéger la société laïque contre le péril congréganiste *est une loi de police et de sûreté* dont les effets sont limités au territoire français, que comme le déclarait le ministre des Colonies, le 29 mars 1901 devant la Chambre des députés, elle ne s'appliquait même pas à nos possessions coloniales et qu'en tout cas les jugements rendus en France ne pouvait s'exécuter à l'étranger, qu'autant que cette exécution est accordée par des traités diplomatiques ou qu'une décision spéciale rendue par le tribunal étranger après un nouvel examen de l'affaire a prononcé l'*ex equalur*; l'effet de sa décision se serait comme la loi de 1901

elle-même, suivant l'expression de Monsieur Weiss « arrêté à la frontière ». Le *Tribunal n'a donc envoyé Monsieur Lecouturier en possessions que des biens mobiliers et immobiliers des Chartreux existant en France.* » La Cour de Cassation adopta le rapport de Letellier et rejeta le pourvoi formé par Lecouturier.

6^o *Jugements du tribunal de Grenoble des 2 juillet, 24 et 26 novembre 1904* (1). — Ce sont des jugements rendus sur des matières assez différentes, mais dont les motifs affirment avec une netteté et une continuité parfaite le caractère de la loi du 1^{er} juill. 1901.

a) La première affaire du 2 juill. 1904, rapportée par Monsieur Weiss dans sa consultation s'est présentée dans les circonstances suivantes : deux religieux, l'un Français d'origine, l'autre de nationalité suisse appartenant à l'ordre des Chartreux avaient été hospitalisés dans la maison de Saint-Jean-de-Dieu par des Prieurs de chartreuse soit français soit étrangers. Le directeur de cette maison ayant réclamé à Monsieur Lecouturier, liquidateur de la congrégation des Chartreux les frais de l'hospitalisation, le tribunal se refusa sur les conclusions conformes du liquidateur à faire droit à la demande dont il était saisi et voici sur quels motifs cette décision se fonde : « Attendu que Froissard et Clément, les deux congréganistes hospitalisés à Saint-Jean-de-Dieu, y ont été placés le 1^{er}

(1) Doc. Archives du cabinet Thirion Bonnet.

sujet suisse par le Prieur de la chartreuse de Valsainte (France), le 2^e bien que Français d'origine par le Prieur de la chartreuse de Corvera (Italie). *Attendu que la loi de 1901 ne régit ni les biens ni les personnes à l'étranger* et qu'elle n'a pu créer une solidarité quelconque entre la congrégation résidant en France et les congrégations résidant hors du territoire; que le Père général même en prenant des engagements pour des chartreux qui ne sont pas Français ou qui se trouvent dans des couvents hors de France n'a pu créer une dette de la congrégation qui serait acquittée sur les biens soumis à la liquidation en France, que les sommes réclamées du chef de Froissard et Clément doivent donc être rejetées». Et Monsieur Weiss examinant cette décision conclut : « Qu'est-ce à dire si ce n'est que la dissolution de la congrégation des Chartreux en France n'a atteint en aucune manière les établissements du même ordre ayant leur siège ou leur résidence à l'étranger; *que les biens appartenant aux chartreux à l'étranger sont demeurés en dehors de la liquidation ordonnée en vertu de la loi de 1901*? S'il en était autrement, le liquidateur n'aurait pu être exonéré des dépenses faites en France dans l'intérêt de chartreux étrangers; réclamant tout l'actif de la congrégation, même ceux de ses éléments qui se trouvent hors de France, il serait tenu du passif tout entier qui la grève quelle qu'en soit d'ailleurs l'origine. Le caractère territorial de la loi de 1901 et des mesures

qui en ont été la conséquence est ainsi formellement affirmé par les juges de Grenoble».

b) Le deuxième jugement, rapporté également par Monsieur Weiss, que le tribunal a rendu à la date du 24 novembre 1904 est encore plus significatif. Un père chartreux, Monsieur Bioret, qui avant l'expulsion résidait au couvent de la Grande-Chartreuse, ayant revendiqué conformément à l'art. 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901 les apports qu'il avait faits à la congrégation lors de son entrée en religion, le liquidateur avait objecté qu'une telle demande n'était pas recevable, son auteur ayant conservé à l'étranger il est vrai la qualité de chartreux et que la restitution de ses apports à un membre de la congrégation dissoute, demeuré congréganiste hors de France irait directement contre le vœu de la loi en reconstituant le patrimoine de la congrégation. Le tribunal a fait bonne et complète justice de cette argumentation. « Attendu — dit-il — que le législateur n'a pas imposé la restitution des apports comme condition que l'ayant droit cesserait d'être congréganiste même à l'étranger; qu'en prononçant la dissolution de plein droit des congrégations non autorisées, le législateur a voulu disperser les personnes et les biens en France et que ce résultat est atteint quand les personnes ont passé la frontière et qu'un liquidateur a appréhendé les biens; *que la loi de 1901 ne régit ni les personnes ni les biens hors du territoire...* qu'une fois la dissolution obtenue, il ne

s'est pas préoccupé de ce que deviendraient les membres de la congrégation auxquels un patrimoine familial devait être restitué et ne leur a pas imposé comme condition de cette restitution de ne pas garder à l'étranger la qualité de congréganiste, que la loi française n'a pas à connaître, et à laquelle ils peuvent d'ailleurs et à tout moment renoncer ». C'est bien reconnaître une fois de plus que la loi de 1901 s'arrête à la frontière de notre pays, que ses prohibitions n'accompagnent pas nos nationaux sur le territoire étranger où ils se sont réfugiés et que la persistance chez eux de l'état congréganiste n'entraîne à leur détriment au regard de la justice française aucune déchéance; la rigueur de la loi ne les atteindrait que s'ils restaient congréganistes en France.

c) Le même tribunal rendit également dans une affaire analogue Neyraud c. Lecouturier en date du 24 novembre 1904 un jugement absolument identique.

Et en date du 26 novembre 1904 un autre jugement également semblable dans une affaire Drouart de Lézey c. Lecouturier.

V. — Examen de la jurisprudence étrangère

Dans un article paru dans le recueil de Sirey, (1) Monsieur Pillet analyse les jugements rendus par les tri-

(1) S. 1908.4.10.

bunaux étrangers relativement à la liquidation de la Chartreuse et l'éminent professeur s'exprime ainsi : « Devant les tribunaux étrangers dont les jugements sont cités, les questions posées n'ont pas toujours été les mêmes. Ici c'est une question pénale, là une question civile, dans un cas on demande une radiation d'inscription, dans l'autre on prétend se servir d'une marque disputée, mais au fond derrière ces aspects variés un seul et même problème juridique était partout proposé aux juges : *la dépossession des Chartreux en vertu de la loi de 1901 pouvait-elle avoir son effet à l'étranger* et ce mode tout à fait inhabituel de transmission d'une marque devait-il être considéré comme internationalement régulier et recevoir effet dans les pays étrangers sur les marques qui y avaient été déposées. *Toutes les juridictions interrogées ont répondu négativement à cette question* ». Nous nous proposons de rapporter ici et de citer un certain nombre de ces décisions de tribunaux étrangers. Comme le fait si clairement remarquer Monsieur Pillet, ces décisions se rapportent à des matières très variées et les procès viennent souvent se compliquer de ce fait qu'ils furent commencés par C. M. Rey et qu'à son décès au cours même des instances, ils durent être poursuivis par son héritier A. Rey ; le liquidateur opposa alors le manque de qualité de A. Rey à continuer l'instance et les juges durent souvent statuer avant le jugement définitif sur une question de capacité. Nous n'entre-

rons pas pour le moment dans l'étude approfondie des jugements que nous citons, ni dans l'examen détaillé de toutes les questions de droit soulevées; nous chercherons seulement, comme nous l'avons fait pour la Jurisprudence française, le caractère qui peut être attribué à la loi du 1^{er} juill. 1901 et nous ferons connaître les appréciations qui ont pu être formulées au sujet de cette loi par les cours de justice étrangères.

BRÉSIL

1^o *Jugement du tribunal fédéral de Rio-de-Janeiro du 10 mai 1907.* — C. M. Rey demandait au tribunal de prononcer la nullité de l'enregistrement de certaines marques fait par Lecouturier au bureau international de Berne et de leur dépôt respectif à la Junte commerciale de Rio-de-Janeiro, le 14 décembre 1903. Le Juge fit droit à la demande de Rey et prononça la nullité dudit enregistrement. « Considérant, dit-il, que la loi française du 1^{er} juill. 1901 — *loi de police et de sûreté* — n'a statué que pour le territoire français, que pour les personnes et les biens y situés et qu'autrement elle porterait atteinte aux droits de la souveraineté territoriale et contrarierait notre constitution qui garantit le droit de propriété dans toute sa plénitude et n'admet l'expropriation que pour nécessité ou utilité publique, moyennant indemnité préalable et qui a établi le régime de pleine liberté religieuse de culte et d'association. »

2^o *Jugement du tribunal fédéral de Rio-de-Janeiro du 4 décembre 1909.* — Affaire analogue à la précédente ou Rey demandait encore au juge la nullité du dépôt de certaines marques fait au nom de Lecouturier. Le tribunal donna encore une fois raison Rey et après avoir affirmé que les dites marques constituaient la propriété du demandeur il décidait : « *La loi du 1^{er} juill. 1901 étant une véritable loi de police et de sûreté qui a seulement visé à anéantir l'influence de la congrégation et des ordres religieux et à empêcher l'accumulation des biens considérables en leur pouvoir, celle loi n'était ainsi absolument applicable qu'en France et ne pouvait en aucune façon étendre ses effets en dehors du territoire respectif.* »

3^o *Arrêt de la cour d'appel du 14 mai 1907.* — Toujours dans les mêmes conditions Rey demandait à la Junte de Commerce de Rio-de-Janeiro, l'annulation de marques effectuées par Lecouturier. La Junte avait refusé, soutenant que « par l'effet de la loi qui a dissout l'ordre monastique des Chartreux dans le couvent desquels étaient fabriquées les liqueurs garanties par les marques en question, l'abbé Rey avait perdu le droit à l'usage des mêmes marques. »

Rey fit appel de cette décision et la Cour jugea l'appel fondé et ordonna à la Junte d'annuler sa décision. La Cour disait notamment : « En thèse absolue ce mode de résoudre la question (celui de la Junte) — serait régulier; mais le cas à décider qui s'est présenté

avec le caractère spécial communiqué par l'exécution de la loi relative aux congrégations religieuses en France, loi généralement connue, réclamait une solution d'accord avec cette circonstance que le successeur dans les droits dérivant de la marque est un ecclésiastique appartenant à une congrégation ayant son siège en France. *Par ses intentions et son but la loi du 1^{er} juill. 1901, est, comme le démontre le dossier, une loi de police et de sûreté, visant à garantir les intérêts de la prospérité, de la tranquillité et de l'ordre public d'accord avec le moment où elle a été décrétée; c'est une loi d'exception dont le domaine selon la doctrine généralement acceptée est limitée par les frontières du pays où elle a été promulguée; les autorités brésiliennes ne peuvent en conséquence prendre en considération cette loi qui n'a aucune action devant elles.*

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

(1) 1^o *Jugement du juge fédéral de Buenos-Aires du 23 décembre 1905.* — Lecouturier demandait l'exécution en République Argentine d'un certain nombre de jugements rendus relativement à la mission dont il avait été chargé. Le juge repoussa cette demande « considérant que d'accord avec cela et examinant les jugements faisant l'objet de la présente décision, il résulte de leur simple lecture que les dits jugements n'ont pas été rendus par suite de l'exercice d'une ac-

(1) S. 1908.4.10.

tion personnelle, *mais bien dans le but de donner satisfaction à une loi d'ordre politico-social ainsi qu'est la loi du 1^{er} juill. 1901*. D'où l'on conclut évidemment que l'origine et la fin de ces exécutions ne peuvent avoir d'autre caractère et d'autre portée que ceux de la loi même qui les a motivées... Considérant *qu'étant donné le caractère attribué par le tribunal dans le précédent considérant à la loi du 1^{er} juill. 1901, son inapplicabilité sur le territoire de la République est évidente*. Considérant que la loi qui a donné lieu à l'exécution est contraire aux principes et fins de celles du pays, car elle aspire à dépouiller le titulaire des droits légitimement acquis conformément aux lois de la nation.» « Le jugement fut d'ailleurs confirmé par un arrêt en date du 2 juill. 1908.

2^o *Jugement du 15 mars 1907 du juge fédéral de Buenos-Aires*. — Dans une affaire Rey contre Rocha en falsification de marques de fabrique nous trouvons également : « De tout ce qui précède il résulte que les jugements invoqués n'ont force de loi que dans l'intérieur des limites du territoire français, *qu'ils ne peuvent être reconnus comme applicables efficacement dans notre république*».... et plus loin nous lisons encore : « Comment admettre que la propriété d'une marque qui après 50 ans de lutttes parvint à pénétrer sur toutes les arches du monde civilisé se voit brusquement méconnue *par la loi d'un pays, loi d'un caractère politico-social*».

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

1^o *Cour de circuit des Etats-Unis, arrondissement sud de New-York*. 18 novembre 1907. — Dans une affaire Baglin, supérieur de l'ordre des Chartreux contre la Compagnie Cusenier, l'ordre des Chartreux demandait d'interdire au cessionnaire du liquidateur de vendre la liqueur aux États-Unis sous les anciennes étiquettes. Le tribunal donna raison aux plaignants, et d'un long jugement qu'il rendit nous pouvons extraire cette appréciation : « *Les biens américains n'ont pas pu passer au liquidateur et ils ne pouvaient pas avoir d'effet en sa faveur ou celle de son cessionnaire par aucune procédure légale contre les plaignants en France* » et encore « *Lui (Lecouturier) et tous ceux revendiquant après lui sont des concurrents jouissant de l'avantage d'une protection gouvernementale dans le pays qui l'a désigné* ». « *La seule différence entre le cas supposé plus haut et la cause pendante, c'est que le droit du concurrent à l'étiquette et à l'emploi de cette étiquette provient de la coercition d'une loi étrangère et de la procédure s'y rattachant avec lesquelles, d'un point de vue étranger nous n'avons rien à voir, mais qui, en vertu de toutes les règles du droit américain, équivalent à une confiscation.* »

L'affaire fut portée devant la Cour d'appel qui modifia le précédent jugement sur quelques points

(1) S. 1908.4.10.

de détail et le procès se termina devant la Cour suprême des États qui par son arrêt de 1910 confirma le 1^{er} jugement et donna complètement raison aux Pères Chartreux. « *On ne peut pas concevoir que la loi française, disait-il, ait un effet extraterritorial pour détacher les marques dans notre pays du produit fabriqué par les Pères Chartreux qui continuent de fabriquer encore aujourd'hui* ».

ANGLETERRE

Lecouturier avait requis également ici l'inscription sur le registre des marques de la liqueur fabriquée anciennement par les Pères Chartreux. Une action fut intentée contre lui tendant à la radiation de cette inscription : en première instance cette demande fut déclarée mal fondée par jugement en date du 19 octobre 1907 rendu par le *Juge Joyce* (1). Appel fut interjeté et la Cour rendit le 11 décembre 1907 une décision infirmant le premier jugement. Cet arrêt n'envisage pas d'une façon aussi franche que dans les jugements précédemment cités, la loi du 1^{er} juillet 1901 au point de vue théorique; les juges anglais ont examiné surtout la question toute pratique de savoir « quel est le produit que le public considère comme étant la Chartreuse et quel est, du liquidateur ou de l'ordre des Chartreux, celui qui trompe véritablement le pu-

(1) *Revue de droit international privé*. 1908, p. 270.

blic en présentant sa liqueur sous le nom de Chartreuse dans des flacons et sous des étiquettes que l'ordre avait pris l'habitude d'employer» (1). Pourtant, Lord Justice Kennedy s'exprimait ainsi : « Le liquidateur et tous ses ayants droits bénéficient de la protection du Gouvernement dans le pays où le liquidateur a été nommé. *Mais cela ne peut justifier les agissements du liquidateur en Angleterre*, lorsque les demandeurs ayant droit dans ce pays à la protection de leur commerce ont prouvé qu'il a vendu une chose qu'il n'a jamais produite uniquement parce qu'il a obtenu ce qu'il a reçu en vertu d'un acte gouvernemental ».

La Chambre des Lords, dans son arrêt du 18 mars 1910, examina complètement la loi du 1^{er} juillet 1901 et sa portée générale; elle confirma l'arrêt de la Cour d'appel. Lord Macnaughten s'exprimait ainsi : « Il me semble parfaitement clair que suivant la nature même des choses, une loi d'un pays étranger et une vente par un tribunal étranger en vertu de cette loi ne peuvent affecter des biens qui ne sont pas du ressort de la loi étrangère ni de la juridiction de la Cour étrangère chargée de les administrer. *Mais il est certainement satisfaisant d'apprendre par les témoignages des experts en droit français que la loi sur les associations est une loi pénale, une loi de police et de sûreté*

(1) Pillet. S. 1908.4.10.

et qu'elle n'est pas considérée comme ayant un effet extraterritorial. Il est aussi satisfaisant de voir que ces experts légaux confirment la conclusion que tirerait tout homme de loi après examen des jugements français produits dans cette action, que la vente par la liquidation des biens achetés par la Compagnie appelante n'a pas entraîné avec elle les marques anglaises ni établi la prétention de la Compagnie appelante de représenter leur produit comme étant le produit des moines de la Grande-Chartreuse, ce que très certainement il n'est pas». Et Lord Shaw of Dumferline se montre encore plus catégorique dans son avis : « J'estime que ce serait agir contrairement à la signification et à l'effet véritable de la législation française et des décrets que de leur donner l'application au-delà du territoire de la République que l'on sollicite dans cette action... Et à part la réglementation des biens en France en tant que partie d'un plan destiné à solutionner une question admise comme étant d'une grande importance sociale en France, je ne puis découvrir aucune intention soit formelle, soit implicite de la part de la législation ou des décrets d'effectuer le transfert ou d'affecter la possession de biens dans d'autres pays auxquels ne s'appliquent pas les problèmes sociaux et politiques en tant que problèmes français. En un mot, en prenant l'instance présente comme exemple, je ne vois rien qui confère au liquidateur des biens de l'ordre des Char-

treux un droit pour dépouiller cet ordre de ses possessions dans toutes les parties du monde. »

BULGARIE

Jugement du tribunal de première instance de Sofia du 12 novembre 1910. — L'affaire se présentait encore ici dans des conditions à peu près analogues : le bureau de la propriété industrielle avait enregistré en octobre 1904 et en septembre 1906 comme propriété de C. M. Rey d'abord, et d'A. Rey ensuite, les marques de fabrique pour les produits fabriqués à la Grande-Chartreuse par les Pères Chartreux. Le 20 octobre 1907 la Compagnie fermière de la Grande-Chartreuse demandait la radiation des marques enregistrées au nom de Rey et d'inscrire sur les registres les dites marques de fabrique pour les produits fabriqués par elle. Le Bureau, considérant que les marques présentées par la Compagnie fermière constituaient une contrefaçon de celles enregistrées au nom de Rey en refusa l'enregistrement par décision du 31 janvier 1908. La Compagnie fermière porta l'affaire devant le tribunal de première instance de Sofia (section commerciale) prétendant que le fonds de commerce, y compris les marques, était devenu sa propriété en vertu de la loi du 1^{er} juillet 1901. Le tribunal confirma la décision du bureau de la propriété industrielle et rejeta le pourvoi formé par la Compagnie fermière. Il s'exprimait ainsi au sujet de la loi : « *La loi du 1^{er} juill. 1901 par*

son caractère de police et de confiscation a été créée dans l'intérêt de l'État laïque et de l'indépendance du pouvoir civil, et comme telle elle ne peut avoir aucune application en dehors du territoire français; en conséquence elle n'a aucun effet sur les droits que la congrégation a obtenus chez nous autant qu'existent les conditions indispensables d'existence de ces droits suivant nos lois», et plus loin : « La Compagnie fermière se base sur le jugement du tribunal de première instance de Grenoble du 30 juin 1906, cependant le jugement, basé sur une loi de police et de confiscation suivant l'art. 1215 du Code de procédure civile, n'est pas applicable, vu qu'il est en contradiction avec nos lois qui n'admettent pas la confiscation. En conséquence le seul fait que les tribunaux français ont admis que la Compagnie fermière a pris tout le fonds de commerce de l'ancienne congrégation, y compris les marques de fabrique et de commerce, n'a aucune importance pour notre tribunal ».

PAYS-BAS

Encore une fois C. M. Rey d'abord et A. Rey demandaient ici la radiation des marques inscrites au nom de Lecouturier. Par un jugement en date du 1^{er} mars 1907, le tribunal de La Haye, se fondant sur ce que C. M. Rey ne possédait pas les marques de son propre chef, mais pour l'ordre des Chartreux et que ce droit n'avait pas pu être transféré à A. Rey en vertu de son titre d'héritier, déclara la demande A. Rey non

recevable. Celui-ci fit appel devant la Cour de La Haye qui cassa ce jugement et par son arrêt du 28 oct. 1907 (1) ordonna la radiation des marques inscrites à la demande de Lecouturier au bureau de la propriété industrielle. La Cour, examinant les divers points litigieux, s'était posée dans la troisième question le problème suivant : « La loi française du 1^{er} juill. 1901 a-t-elle force de loi en Hollande en ce sens que, par cela les droits qu'avaient les moines Chartreux et le Français C. M. Rey aux marques en Hollande sont portés dans la masse qui a été soumise au défendeur pour la liquidation » ? Et la Cour solutionnait ainsi la question « que cette loi qui avait pour but de régler la possession des biens par les ordres ecclésiastiques non reconnus et juridiquement par les membres de ces ordres pour autant qu'il n'y était pas fait d'exception pour le bien de l'intérêt et de l'ordre public et d'enlever cette possession à ces ordres et à leurs membres, *était une loi de police et de sûreté...* que cette loi en réglant comme il a été dit l'ordre public pour ce qui concerne la possession des biens de mainmorte et en privant partiellement de cette possession les membres d'ordre ecclésiastique non reconnus, *prenait le caractère d'une ordonnance de police...*

« Que *la dite loi*, qui n'est d'ailleurs validée par aucune loi hollandaise, est donc *d'une part valable envers tout le monde indépendamment de la nationalité,*

(1) S. 908. 4.10.

mais d'autre part n'est pas en vigueur au delà des frontières de la France, pour le territoire de laquelle la loi a été donnée..... »

En cassation, le pourvoi de Lecouturier fut rejeté et la décision de la Cour de La Haye que nous venons de citer fut validée par un arrêt en date du 5 mars 1908.

ALLEMAGNE

L'affaire des Chartreux donna lieu à trois jugement et arrêts importants : un jugement du tribunal de Hambourg infirmé par un arrêt de la Cour hanséatique de Hambourg, arrêt qui fut confirmé en tous points par la Cour suprême de Leipzig.

Jugement du tribunal civil de Hambourg du 23 février 1906 (1). — Une ordonnance de référé rendue le 4 mai 1905 sur la demande de Lecouturier interdisait à Rey d'une façon absolue d'utiliser les marques inscrites au nom de Rey pour les produits fabriqués par les Pères Chartreux. Rey demanda au tribunal de Hambourg l'annulation de cette ordonnance. Le tribunal donna raison sur un point à Lecouturier, tout en reconnaissant à Rey l'exercice de certains droits. Il décidait en effet que l'ordonnance de référé lui paraissait fondée dans la mesure où elle interdisait à Rey d'utiliser les marques en question ou d'en disposer. Mais il annula l'autre partie de l'ordonnance,

(1) *Revue de droit international privé.*, 1907.

estimant qu'il n'est pas autorisé à interdire à Rey de s'opposer à l'importation et à l'administration des produits de la masse représentée par Lecouturier sous la susdite marque, « Que Rey ne doive pas pour cela se servir de moyens illégaux, cela va de soi; cependant on ne pourra en aucun cas lui interdire le recours aux tribunaux », chose que lui était interdite par l'ordonnance du référé. Portant l'affaire en appel, Rey triompha complètement et la *Cour hanséatique de Hambourg*, par son arrêt du 5 novembre 1907, fit droit à toutes ses prétentions. La Cour examina surtout la question de la marque en droit allemand et du caractère accessoire de la marque; nous pouvons néanmoins citer cette appréciation des dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1911: « *Cette confiscation d'office ne s'appliquait et ne pouvait s'appliquer qu'à la partie des biens des Chartreux qui était située en France. Elle pouvait par conséquent s'appliquer aussi à cette partie des droits inhérents aux marques des Chartreux existant en France; en tout cas elle ne s'appliquait pas à la partie de ces droits existant en Allemagne.* »

La Cour suprême de Leipzig, par son arrêt du 29 mai 1908, rejeta le pourvoi de Lecouturier et confirma la décision de la Cour hanséatique de Hambourg. Cet arrêt s'exprime ainsi: « Dans le cas présent la transmission des droits inhérents aux marques en litige a été faite au demandeur, d'après le propre dire de

ce dernier et d'après les inattaquables déclarations formulées par la Cour d'appel, en ce sens que, en vertu de la législation française et notamment d'une loi qui est désignée par le demandeur lui-même *comme une loi de police, non applicable au delà des frontières françaises*, les biens appartenant aux Chartreux leur ont été confisqués et ont été soumis à l'administration du demandeur. Mais c'est là une mesure unilatérale du législateur étranger à laquelle ne peuvent s'appliquer les dispositions de l'article 7 de la loi sur les marques ».

SUISSE

L'opinion de la jurisprudence suisse est très nette au sujet du caractère de la loi du 1^{er} juillet 1901, elle se trouve exprimée dans différents jugements rendus sur des matières assez variées.

Nous citerons :

a) *un arrêt du tribunal fédéral suisse*. — (Cour de cassation pénale) du 13 février 1906 (1). Le tribunal d'accusation du canton de Vaud avait en octobre 1905 refusé de poursuivre, sur la plainte déposée par le mandataire des Chartreux, les agents du liquidateur et de la société fermière. L'arrêt de non-lieu fut déclaré nul et de nul effet par le tribunal fédéral suisse et nous pouvons lire au § VII de ses considérants : « *La liquidation ouverte en France confor-*

(1) S. 1908.4.10.

mément à la loi ne s'étendait, vu le but de cette opération légale et la nature des choses, qu'à la fortune de la congrégation située en France. La dissolution de la congrégation en tant que corporation ainsi que la liquidation de ses biens ne porte aucune atteinte générale à la capacité commerciale ni aux biens de la congrégation; *il ne s'agissait que de l'expatriation de celle-ci et de faire disparaître du territoire français les biens de mainmorte*», et plus loin: «et si l'arrêt du tribunal de Grenoble avait pour but d'étendre ses effets à la Suisse, l'exécution devrait en être refusée en vertu de l'application de l'art. 17. § 3 de la convention franco-suisse de 1869 par le motif que les règles du droit public ou les intérêts de l'ordre public en Suisse s'opposent à ce qu'une semblable décision d'une juridiction étrangère reçoive son exécution dans ce dernier pays».

b) *Jugement du tribunal de Genève du 16 mars 1909 et arrêt de la Cour d'appel de Genève du 19 juin 1909.* — Lecouturier demandait au tribunal l'*exequatur* pour un ensemble d'arrêts et de jugements du tribunal civil et de la Cour de Grenoble. Le tribunal de Genève refusa cet *exequatur* basant son jugement sur ce «que les décisions dont l'*exequatur* est demandé ont statué en matière de droit public... Ces jugements et arrêts ont tranché des conflits nés de l'application de la loi sur les associations du 1^{er} juillet 1901 qui est une loi de police et de sûreté. »

La Cour d'appel de Genève confirma ce jugement. « *Les dispositions de la loi française du 1^{er} juillet 1901 sur les associations qui concernent plus spécialement les congrégations religieuses, sont incontestablement des mesures exceptionnelles de police et de sûreté. Elles constituent une dérogation au droit commun inspirée par des motifs d'ordre politique* — Ce sont bien des dispositions de droit public *qui ne peuvent ressortir leurs effets hors du territoire français* et donc l'exécution ne peut donner lieu qu'à des conflits d'ordre public. La Compagnie fermière a poursuivi, en vertu des dispositions de la loi de 1901, la liquidation prévue par la loi et elle a agi par conséquent comme agent direct de l'État, pour l'exécution d'une loi de droit public. »

c). *Arrêt de la Cour de Justice civile du canton de Genève du 26 juin 1909.* — Par requête, Rey avait demandé la saisie de marchandises revêtues de marques constituant une contrefaçon de celles dont il se dit propriétaire. La Cour de Genève fit droit à cette requête par un arrêt en date du 29 avril 1905. Lecouturier et la Compagnie fermière formèrent opposition à cette saisie et après divers incidents de procédure, l'affaire fut solutionnée par l'arrêt du 26 juin 1909, qui donna gain de cause à Rey, notamment au sujet de l'enregistrement des marques et de l'usage de ces marques par Lecouturier. Dans la réponse à la 4^e question, la Cour renvoyait à son arrêt du 19 juin 1909 confirmant elle-même cet arrêt.

BELGIQUE

Nous citerons d'abord un *jugement rendu par la 5^e chambre du tribunal civil de Bruxelles* du 20 mai 1910 dans une affaire Froyer c. la Union Agricola Rey-Van Acker. Froyer faisait appel d'un jugement du tribunal de Commerce de Bruxelles du 13 fév. 1907 le condamnant comme coupable de contrefaçon de marques déposées par Rey et annulant le dépôt de ces marques. Le tribunal civil de Bruxelles confirma ce jugement et dit expressément : « Attendu que la loi française qui prohibe et déclare dissoute toute congrégation religieuse non autorisée spécialement *est une loi de police et de sûreté dont l'effet expire à la frontière du territoire* de la République, qu'elle est donc sans effet direct sur la propriété des marques déposées en Belgique ».

Dans un *jugement du tribunal de Commerce de Bruxelles* du 27 juin 1911 à propos d'une affaire en contrefaçon de marques, Rey et la Union Agricola c. Compagnie fermière, nous trouvons encore un attendu analogue : « Attendu que les marques que le demandeur Rey revendique ne se trouvent plus dans le cas susdit — qu'elles continuent à jouir en France, leur pays d'origine, de la protection légale — mais au profit de la défenderesse *en vertu d'une loi à laquelle les tribunaux français eux-mêmes reconnaissent le caractère de loi d'exception* et de décisions judiciaires rendues en exécution de cette

loi, que la prétention de la défenderesse est d'obtenir qu'en vertu de *ladite loi dont les effets se limitent par son essence au territoire français*, le demandeur soit en Belgique dépouillé des droits primitifs que lui confère le dépôt et la cession subséquente des marques et qu'elle soit elle-même admise à s'en servir comme si elles lui avaient été cédées; *qu'il n'en pourrait être ainsi qu'en étendant hors des frontières la loi du 1^{er} juill. 1901, ce qui est inadmissible*».

Nous citerons enfin un jugement du *tribunal civil de Bruxelles* du 14 janv. 1911. Nous citerons ce jugement en entier(1) quelque long qu'il puisse être, mais il nous apparaît comme un résumé typique de toute cette deuxième partie de notre thèse, tellement les arguments y sont réunis et présentés avec vigueur, et l'époque toute récente à laquelle il a été rendu vient encore à nos yeux y ajouter une nouvelle importance. L'affaire dont il s'agit est encore ici une demande d'exequatur au profit de jugements français et en voici les attendus caractéristiques :

« Attendu que s'il ne lui appartient pas de formuler des appréciations sur l'œuvre du législateur français qu'il n'entend, d'ailleurs, en aucune façon ni approuver, ni critiquer, le tribunal se trouve toutefois, à raison du litige qui lui est soumis, dans la nécessité de rechercher dans quelles circonstances a été décrétée la loi du 1^{er} juill. 1901, d'en déterminer les motifs et d'en fixer les caractères juridiques;

« Attendu qu'en exceptant les congrégations religieuses

(1) Voir *J. des Trib.* 19 janv. 1911.

du bénéfice qu'elle accorde à toute association de personnes de se former librement sans autorisation ni déclaration préalable; en prononçant la dissolution de celles qui n'avaient pas obtenu d'autorisation qu'elle déclare nécessaire; en ordonnant la liquidation de leurs biens; en érigeant en délit le fait de n'avoir pas rompu tout lien d'obéissance avec la congrégation dissoute, la loi du 1^{er} juill. 1901 déroge au droit commun qu'elle instaure en matière d'association de personnes; qu'à ce titre elle constitue une loi d'exception (Weiss, *Revue de droit international privé*, mars-avril 1907, p. 425);

« Attendu que cette dérogation au droit commun apparaît comme une nécessité d'ordre politique, social et économique, absolument étrangère à l'intérêt privé des personnes auxquelles elle s'applique;

« Qu'il ressort, en effet, du rapport présenté à la Chambre des députés, dans la séance du 8 juin 1909, par M. Trouillot, sur le projet de loi relatif au contrat d'association et des discours prononcés par les orateurs qui l'ont défendu, que le législateur de 1901, par les mesures de rigueur qu'il prenait à l'égard des congrégations religieuses, a poursuivi une œuvre de sauvegarde et de protection sociale dont le but a été de briser leur puissance et d'empêcher l'accumulation entre les mains de richesses retirées par le fait du commerce et de la circulation;

« Attendu que les lois qui ont pour objet la sûreté des personnes ou des propriétés et le maintien du bon ordre (Aubry et Rau, *Cours de droit civil*, 5^e éd., t. 1^{er}, § 31, p. 131. — Nancy, 9 févr. 1886, Dall. pér., 1887. 2.31) ou celles, selon une définition plus générale, qui concernent l'ordre matériel, économique ou moral, la salubrité et la conservation de l'État, sont des lois de sûreté et de police (Weiss, *loc. cit.*, p. 426);

« Attendu que, par application de ces principes, la jurisprudence n'a pas hésité à considérer comme telle la loi du 1^{er} juill. 1901 sur les associations;

« Que la Cour d'appel de Bruxelles disait, notamment, dans son arrêt du 20 mai 1910, « que la loi française, qui

prohibe et déclare dissoute toute congrégation religieuse, non autorisée spécialement, est une loi de police et de sûreté dont l'effet expire à la frontière de la République»;

« Attendu que dans le rapport qu'il présentait à la Cour de Cassation de France sur le pourvoi formé par Lecouturier contre l'arrêt de la Cour d'appel de Grenoble, du 19 juill. 1905, M. le conseiller Letellier, comme l'avait fait déjà la Cour d'appel de Grenoble, dans l'arrêt interprétatif du 27 mars 1906, s'exprimait en termes non moins catégoriques, en proclamant que « la loi du 1^{er} juill. 1901, destinée à protéger la société laïque contre le péril congréganiste, est une loi de sûreté et de police dont les effets sont limités au territoire français » (Voy. dans ce sens Civ. Grenoble, 2 juill. et 24 nov. 1904, rapportés dans la consultation de M. Weiss, *Rev. droit inter. privé*, mars-avr. 1907, p. 429, et Trouillot et Chapsal, *Lois nouvelles*, 1902, I, 205);

« Attendu, enfin, et très surabondamment pour lever tout doute à cet égard, que M. Decrais, ministre des Colonies, déclarait formellement à la Chambre des députés, dans la séance du 29 mars 1901, que la loi n'était pas applicable dans les possessions coloniales autres que l'Algérie, en dehors d'une décision spéciale du chef de l'Etat, ce qui démontre bien que la loi du 1^{er} juill. 1901 était, dans l'esprit de ses auteurs, une loi de sûreté intérieure et qu'elle ne devait point sortir d'effet là où une impérieuse nécessité n'en justifiait pas l'application (*Journ. off.*, Chambre des députés, 1901, p. 1033);

« Attendu que l'on objecterait vainement que la loi du 1^{er} juill. 1901 n'est ni une loi d'exception, ni une loi de circonstance, en rappelant qu'elle est conforme au droit traditionnel de la France, puisque à toutes les époques, sous l'ancienne monarchie, après le rétablissement du culte, il fallait qu'une loi ou tout au moins un décret fût rendu pour qu'une congrégation fût créée (déclaration du 21 nov. 1629 et du 7 juin 1659; édit d'août 1749, article 9, décret du 3 messidor an VII; loi de 1817 et de 1825);

« Attendu que telle n'est pas la question;

« Qu'il ne s'agit pas, en effet, de rechercher quelle était

la situation des congrégations religieuses en France sous les législations antérieures;

« Qu'il importe uniquement d'envisager quel est le régime auquel elles sont actuellement soumises;

« Qu'en apportant à la formation des associations religieuses certaines restrictions, tandis qu'il accorde aux autres associations la faveur de s'établir librement, le législateur de 1901 a incontestablement placé une catégorie de citoyens dans des conditions spéciales, déroatoires du droit commun qu'il formule;

« Attendu, enfin, que la loi du 1^{er} juill. 1901 a créé des délits nouveaux;

« Qu'en vue de réaliser le but qu'elle poursuivait, elle a décrété l'expropriation des congrégations dissoutes, c'est-à-dire la dépossession individuelle de certains congréganistes du fruit de leurs travaux ou des biens que la mise en commun de leur activité, de leur initiative, de leur énergie avait fait entrer dans le patrimoine congréganiste;

« Qu'elle est donc aussi une loi pénale et une loi de confiscation;

« Attendu que des juristes autorisés ont contesté que la loi de 1901 sur les associations fût une loi de confiscation et ont soutenu qu'elle ne pourrait être qualifiée telle que si elle avait attribué à l'État les biens détenus par les congréganistes dissous; or, il n'en serait pas ainsi, disent-ils, puisqu'aux termes de l'article 18, le reliquat de la liquidation, après les prélèvements prévus, devra être réparti entre les ayants droit que les tribunaux auront à déterminer après contestation;

« Qu'il font remarquer, en outre, que l'article 18 prévoit la reprise de certains biens par les membres des congrégations dissoutes et qu'il assure des secours à ceux qui seraient dans l'indigence (Lyon-Caen et Millerand, *Revue de droit international privé*, mars-avr. 1907, p. 439 et 446);

« Attendu que, s'il est vrai que la loi admet au profit de certains congréganistes une reprise de biens, elle limite étroitement leur droit de revendication et elle l'entoure, au surplus, de difficultés en imposant aux demandeurs en re-

prise l'obligation de rapporter la preuve d'un fait négatif, à savoir qu'ils ne sont pas personne interposée;

« Attendu qu'un droit de reprise, organisé dans de telles conditions, et une promesse d'aliments à des membres d'une congrégation dissoute en compensation des biens dont ils sont expropriés, ne modifient pas l'effet de la loi qui aboutit en dernière analyse à distraire un patrimoine des fins pour lesquelles il avait été constitué et conservé (A. Pillet, *Rev. dr. intern. privé*, mai-juin 1907, p. 525 et s.);

« Attendu, d'ailleurs, qu'il ne pourrait être sérieusement discuté, après ce qui a été dit à la Chambre des députés et au Sénat, et surtout en présence du second rapport de M. Trouillot à la Chambre des députés, que les biens des congrégations, que n'auront pas absorbé les prélèvements et les reprises prévus à l'article 18, ne doivent être attribués à l'Etat; « cette disposition, disait M. Trouillot, suppose nécessairement qu'après déduction des libéralités dont la reprise aura été obtenue, le surplus du patrimoine, illégalement détenu par une congrégation non autorisée, sortira des mains de ses membres pour entrer dans le domaine de l'Etat »;

« Attendu que les caractères de la loi du 1^{er} juill. 1901 étant ainsi définis, il devient incontestable que le législateur qui l'a décrétée n'a pas eu en vue des intérêts privés, mais qu'il a été inspiré et dominé par la nécessité de donner à la société les armes et les moyens d'action dont elle estimait avoir besoin pour se protéger contre les dangers qui la menaçaient;

« Attendu que le tribunal et la Cour de Grenoble n'ont pas statué sur des difficultés relatives à des droits privés comme le prétend le demandeur, mais sur un conflit né entre un mandataire de justice, chargé d'un service public, ne revendiquant pas un patrimoine, mais poursuivant une liquidation que, dans le système de la loi, l'intérêt public commandait, et la Compagnie des Chartreux cherchait, par le moyen d'une personne interposée, à empêcher la réalisation du but de protection sociale que le législateur a voulu atteindre;

« Attendu que tels conflits relèvent exclusivement du domaine du droit public ;

« Que, dès lors, les jugements et arrêts susvisés n'ayant pas statué en matière civile ou en matière commerciale, ne rentrent pas dans la catégorie des décisions rendues par les juges étrangers dont le tribunal peut connaître aux termes de l'article 10 de la loi du 25 mars 1876. »

TROISIÈME PARTIE

QUESTIONS RELATIVES A LA LIQUIDATION DE LA CONGRÉGATION DES CHARTREUX

Dans cette troisième partie nous nous proposons de montrer par l'exemple de la liquidation de l'ordre des Chartreux les questions multiples et délicates qui ont pu être soulevées à propos de l'application de cette loi du 1^{er} juill. 1901, l'influence considérable qu'elle a exercée sur les jurisprudences des pays étrangers, et comment les tribunaux se sont toujours refusés à vouloir étendre le domaine de cette loi, quels qu'aient été l'insistance et les moyens employés par le liquidateur pour les y contraindre.

Nous examinerons pour cela successivement :

1^o La situation des Chartreux avant la loi de 1901, et l'effet de cette loi sur leur situation.

2^o Les questions relatives à la personnalité et à la capacité de l'ordre, de C. M. Rey et d'A. Rey, représentants de cet ordre.

3^o Nous chercherons ensuite si vraiment il y a eu cession véritable du fonds de commerce et quel est à l'heure actuelle le véritable fabricant du produit

Chartreuse et par conséquence quel est le concurrent déloyal?

4^o Nous étudierons enfin la jurisprudence relative à la question du caractère accessoire des marques de fabrique.

I. — L'ordre des Chartreux avant et depuis la loi de 1901

L'ordre des Chartreux fut fondé en France au x^v^e siècle en 1086; il eut d'abord son siège au monastère seulement. Ordre purement contemplatif au début, ce n'est que dans la suite que les moines se livrèrent à la fabrication de certaines liqueurs suivant des procédés qu'ils prétendaient être les seuls à posséder. Cette fabrication fut dans ses commencements d'un objet assez restreint et les locaux mêmes du monastère suffisaient à ses besoins. Ce n'est que plus tard que les religieux installèrent à Fourvoirie leur industrie et leur dépôt. Fourvoirie, qui à l'origine n'était qu'une grange à laquelle on ajouta au x^{vii}^e siècle des écuries, devait devenir le siège de leur importante distillerie.

Expulsés en 1792, ils emportèrent avec eux leur secret de fabrication et à leur retour en France en 1816, *en vertu d'un décret leur concédant la jouissance du couvent et de la fabrique de Fourvoirie*, ils se remirent à leur industrie, produisant d'abord une liqueur verte appelée « Liqueur de santé », puis vers

1833 une liqueur blanche appelée « Mélisse » et vers 1840 la liqueur jaune connue sous le nom de « Chartreuse ». Ils obtinrent de suite pour leurs produits un gros succès et leur développement depuis une soixantaine d'années fut considérable. Leur réussite excita bientôt la convoitise des contrefacteurs et des imitateurs ; en 1876 le procureur de l'ordre fit enregistrer deux marques de fabrique qui furent réenregistrées en 1884 sous le couvert de la loi de 1881.

Étant donnée cette situation de fait des Chartreux et les avantages matériels considérables, que par leur persévérance et leur travail ils avaient acquis, il est curieux de savoir comment au point de vue juridique ils avaient pu arriver à remplir tous les actes indispensables à leur commerce et comment sans personnalité reconnue ils ont pu bénéficier des dispositions législatives pour la protection de leurs produits. C'est cette situation spéciale des congrégations non reconnues que Monsieur Kohler a magistralement exposée au début de sa consultation que nous avons déjà citée : la congrégation des Chartreux ne fut jamais une congrégation reconnue, les moines n'étaient donc pas considérés comme des êtres juridiques et leur groupement n'avait pas la personnalité morale. Mais d'un autre côté, le Gouvernement ne songeait pas à les poursuivre, ni à interdire leur association. Pour remédier à ce défaut de personnalité, ils eurent recours à un des leurs qui fut chargé de les représenter et d'accom-

plir en leur nom tout ce que comportait leur entreprise. C'était en quelque sorte le représentant des Chartreux, leur curateur, leur trustee : il pouvait accomplir tous les actes relatifs à la vie juridique de la congrégation ; indirectement le bénéfice en revenait aux Chartreux et réciproquement les charges pesaient sur eux. Ces représentants furent d'abord Garnier, puis à partir de 1871 Grézier et en 1898 C. M. Rey auquel succéda en 1906 H. Rey. Ils firent enregistrer des marques de fabrique, conclurent des marchés, soutinrent et intentèrent au nom des Chartreux de nombreux procès. Et les tribunaux français ont toujours accordé leur protection aux actes passés ainsi par les curateurs et sont arrivés à établir au profit de cette congrégation non reconnue, *une sorte de personnalité morale mal définie*, mais indépendante de celles des membres qui la composent.

Toute une série d'arrêts et de jugements ont été rendus à ce sujet, nous citerons d'abord : Cour Grenoble, 25 mai 1853 ; Cour Paris, 19 mai 1870 ; Trib. civ. Seine, 31 mai 1870 ; Cour Cass. 5 fév. 1870, 26 avr. 1872 ; Trib. correct. Seine, 29 mai 1878 ; Cour Cass. 10 août 1880 ; ces sentences ont été rendues à propos de procès en contrefaçon ; elles affirment toutes la possibilité pour les Chartreux de défendre leurs produits et reconnaissent ainsi à la congrégation une certaine personnalité puisque les juges lui accordent protection pour certains de ses droits.

Nous rapportons maintenant deux jugements où la congrégation des Chartreux est considérée ouvertement par les tribunaux comme *une société de fait* : un jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 29 janv. 1879, dans une affaire Grézier c. Détang et Caillot. Sur la fin de non-recevoir tirée de ce que Grézier n'agirait pas en son nom personnel, qu'il agirait au nom et comme procureur du Couvent de la Grande-Chartreuse lequel étant une communauté non autorisée ne peut agir en justice, le tribunal statuait ainsi : « Attendu que si les communautés religieuses non autorisées ne constituent pas des personnes civiles, elles *forment cependant entre les membres dont elles se composent des sociétés de fait* responsables envers les tiers des engagements qu'elles prennent.

.....Attendu qu'il a été décidé par une jurisprudence constante que cette responsabilité s'appliquait dans la mesure de leur participation aux affaires communes à tous ceux qui ont fait partie de la congrégation irrégulièrement établie...

Attendu qu'une semblable décision n'est évidemment que l'application d'un principe d'équité *qui veut que l'on doit tenir compte de l'état de choses créé par une communauté d'intérêts qui a duré pendant un certain temps...*

L'autre jugement est un jugement du trib. civ. de la Seine du 30 juin 1880 (affaire Grézier c. : 1^o veuve Pertus, 2^o Guichard, 3^o Arnaud et C^{ie}) ; il s'exprime

ainsi : « que la seule différence existant entre les communautés reconnues et celles qui ne le sont pas, c'est que les unes constituent une personne morale pouvant acquérir et posséder, *landis que les autres ne forment qu'une société de fait* sans existence civile et ne possédant que par ses membres, qu'il y a seulement lieu de constater qu'en droit *une communauté non reconnue a une existence de fait non contraire à la loi.* »

Ainsi la Jurisprudence française reconnaît nettement à l'ordre des Chartreux en particulier et aux congrégations non reconnues en général une personnalité juridique, mal définie, mais suffisante pour leur permettre de vivre leur vie juridique.

Quel a donc été maintenant l'effet de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur la situation des Chartreux et sur leur entreprise commerciale? Leur demande d'autorisation fut repoussée par la Chambre des députés le 26 mars 1903 après toute une séance de discussion. Par suite de ce refus le tribunal de Grenoble nomma par ordonnance du 31 mars 1903, Monsieur Lecouturier administrateur séquestre de cette congrégation conformément à l'art. 18, § 2 de la loi. Sa mission consistait à liquider toute la fortune de la congrégation « tant des biens situés et détenus au siège de la maison-mère à Saint-Pierre-de-Chartreuse que de ceux détenus par ladite congrégation dans ses divers établissements. » Le couvent fut évacué et la congrégation quitta la France en ayant soin d'emporter avec elle toutes les

provisions de liqueur. Les moines se retirèrent à Lucques en Italie tandis que la fabrication de l'élixir fut transférée en Espagne à Tarragone où fut créée sous la dénomination de « Union agricola » une société pour l'exploitation des produits de cette fabrication sous une marque nouvelle.

C'est alors que vont commencer véritablement les opérations de la liquidation de la congrégation, et que va s'entamer entre Lecouturier et les Chartreux la longue lutte judiciaire qui devait avoir pour théâtre les tribunaux du monde entier.

II. — Personnalité et capacité

Fort de cette nomination, Monsieur Lecouturier voulut aussitôt commencer la liquidation de tous les biens de la congrégation et spécialement se mettre en possession de la distillerie et des marques de fabrique enregistrées antérieurement par les soins des Chartreux. L'abbé Rey, titulaire de ces marques, résista alléguant qu'elles étaient sa propriété personnelle ainsi que le fonds de commerce lui-même. Lecouturier soutint au contraire que l'abbé Rey était personne interposée et que conformément à l'art. 18, § 3, le fonds de commerce et des accessoires faisait partie de l'actif à liquider.

En France, l'affaire fut tranchée par un jugement du tribunal de Grenoble du 23 avril 1904, confirmé par

arrêt de la Cour de Grenoble en date du 19 juillet 1905 et par arrêt de la Cour de Cass. du 31 juillet 1906.

L'abbé Rey invoquait pour établir son droit de propriété un acte du 20 novembre 1897 reçu par M^e Sourd, notaire, acte par lequel Grézier lui avait cédé le fonds de commerce de la Chartreuse; il soutenait ensuite qu'il existait une société de fait entre tous les Chartreux agissant *ut singuli*, que cette société avait été reconnue et protégée par un nombre considérable de décisions judiciaires du tribunal français et sur des matières aussi variées que possible; il tirait argument enfin de décisions de l'enregistrement qui ont pour la perception de l'impôt, considéré les biens comme appartenant à la congrégation.

Le Tribunal dans son jugement (1) répondit à tous ces arguments, décidant — que par l'acte Sourd, Rey n'a pas pu acheter lui-même le fonds de commerce, qu'il n'a jamais eu l'*animus domini* et n'a été que le prête-nom de la congrégation et que cet acte doit être annulé comme fictif — que l'existence d'une prétendue société de fait ne peut se concevoir pour des religieux dispersés dans les différents couvents de la congrégation, voués à une vie contemplative et dont les statuts leur interdisent de réclamer à aucun moment une somme ou une indemnité quelconques; que toute la Jurisprudence antérieure ne peut s'appliquer à Le-

(1) *La Loi*, 28 juin 1904.

couturier qui n'était pas partie au procès, que cette jurisprudence prétorienne était imposée aux magistrats qui, sans beaucoup approfondir, s'étaient attachés aux apparences; qu'enfin les décisions de l'enregistrement n'emportent pas reconnaissance que les droits ont frappé les propriétaires réels mais seulement que des titres réguliers les indiquaient comme tels. Il décida enfin que Lecouturier avait établi par des présomptions graves, précises et concordantes, que Rey était personne interposée en faveur des Chartreux.

La Cour d'appel de Grenoble par son arrêt du 19 janvier 1905 (1) confirma le jugement du tribunal et en adopta les motifs; elle alla même jusqu'à affirmer d'une façon générale le caractère rétroactif des présomptions établies par l'art. 17 de la loi du 1^{er} juillet 1901 pour tous les actes indistinctement, qu'ils soient à titre gratuit ou à titre onéreux.

La Cour de Cassation, arrêt du 31 juillet 1906 (2) rejeta le pourvoi formé par C. M. Rey. Elle déclarait d'ailleurs le même jour dans une autre affaire que « la marque cédée en 1871 avec ses éléments à une personne interposée par un possesseur qui n'en était lui-même que le propriétaire apparent était un bien détenu par la congrégation des Chartreux ».

La question, ainsi résolue en France par une application rigoureuse de la loi du 1^{er} juillet 1901, allait se

(1) S. 1908.1.186.

(2) S. 1908.1.190.

poser aussi à l'étranger: et nous allons constater que sur ce premier point déjà, les juridictions ont été unanimes finalement à repousser les décisions des tribunaux français et à considérer l'ordre des Chartreux comme effectivement propriétaire du fonds de commerce et capable d'ester en justice. Le problème est même venu se compliquer par ce fait qu'au cours des instances engagées C. M. Rey est décédé et que ces instances ont dû être continuées par son héritier A. Rey. En outre, dans certains pays de nouvelles incapacités ont été produites contre C. M. Rey, incapacités résultant de dispositions législatives particulières à ces pays, par exemple interdiction aux prêtres de faire du commerce.

PAYS-BAS

Aux Pays-Bas, après un échec partiel devant le tribunal de 1^{re} instance, la thèse du liquidateur fut entièrement condamnée par la suite et la capacité de s'opposer aux demandes de Lecouturier fut pleinement reconnue à C. M. Rey et à A. Rey.

C. M. Rey avait présenté au *tribunal de La Haye* une requête afin de faire rayer les marques que Lecouturier avait fait inscrire au bureau international de Berne. C. M. Rey étant mort après la présentation de la requête, l'instance fut continuée comme nous l'avons déjà indiqué par A. Rey son héritier. Le tribunal décida alors que C. M. Rey devait son droit aux marques inscrites en Hollande seulement à sa qualité de mem-

bre de l'ordre des Chartreux, qu'il était personne interposée pour l'ordre, qu'il n'avait jamais été propriétaire que pour ce qui concerne l'ordre. En conséquence C. M. Rey par sa mort ne transmettait à ses héritiers aucun droit aux marques et A. Rey se fondant sur cette qualité d'héritier ne peut exercer les droits de C. M. Rey mentionnés dans la requête. En somme le tribunal reconnaît bien que C. M. Rey est personne interposée, mais il n'en conclut pas que ce fait aurait pu l'empêcher personnellement de poursuivre son action : il se contente de dénier à son héritier seulement le droit de poursuivre l'instance en ses lieu et place.

Appel fut porté de cette sentence devant la *Cour de Justice de la Haye* qui par arrêt du 28 octobre 1907 cassa la décision des premiers juges. Elle décida d'abord que A. Rey était autorisé comme unique héritier du demandeur primitif à continuer la procédure et à en appeler de la décision du Tribunal, que la loi du 1^{er} juill. 1901 et le jugement du Tribunal de Grenoble du 23 avril 1904 ne peuvent pas être invoqués dans la présente procédure; la Cour recherche alors quels sont les droits de l'abbé Rey et quelle est sa situation vis-à-vis de l'ordre des Chartreux; et en s'en remettant au titre apparent et régulier en la forme, elle constate qu'il tient ses droits d'un acte passé à Barcelonne par Michel Baglin, Prieur de l'ordre le 20 juillet 1904, qu'il agit comme fabricant et commerçant au profit de la totalité des moines de l'ordre, *que par conséquent le droit de Rey*

comme fabricant et commerçant des produits dont il est copropriétaire est valable contre Lecouturier, qu'en tout cas les droits que les moines pourraient faire valoir n'ont pas été transmis au défendeur puisque celui-ci n'agit qu'en qualité de liquidateur.

La Cour de Cassation des Pays-Bas confirma entièrement cet arrêt le 5 mars 1908.

SUISSE

Nous trouvons les mêmes idées aussi franchement exprimées dans la Jurisprudence suisse tant au sujet de la capacité de C. M. Rey que de celle de A. Rey; la question est discutée et résolue dans l'arrêt *de la Cour de Justice Civile de la République et du canton de Genève du samedi 26 juin 1909*, arrêt rendu dans un procès en contrefaçon intenté par A. Rey. La Cour, pour dégager la solution du procès, s'était posée un certain nombre de questions, notamment dans une question n° 4, elle a répondu aux arguments de Lecouturier prétendant établir que A. Rey n'avait aucun droit aux marques; examinant d'abord la validité de l'acte Sourd, elle estime qu'au moment où l'acte a été passé il n'était entaché d'aucun vice ou cause de nullité, que cette validité en a été reconnue par plusieurs jugements de Tribunaux français devant lesquels la question d'interposition de personne avait été soulevée — Seine, 30 juin 1880 — Cour de Lyon, 1^{er} août 1879 — Cass., 19 janv. 1873. — L'interpo-

sition de personnes n'est en effet pas, illicite en soi et n'avait été prohibée par le Code Civil que dans 2 ou 3 cas spéciaux, aussi la loi de 1901 a-t-elle dû la prévoir expressément comme cause de nullité et donner à cette disposition un effet rétroactif. Les termes de l'arrêt de la Cour de Grenoble du 9 juillet 1905, démontrent que la nullité a été prononcée uniquement par application de la loi du 1^{er} juill. 1901.... Il apparaît comme évident que l'acte n'a été annulé que dans la mesure où il empêchait Lecouturier d'exercer son office, c'est-à-dire de réaliser les biens en France. C'est donc *une annulation in parte* relative seulement aux effets de l'acte en France. — Un autre argument de Lecouturier était que C. M. Rey n'était que le mandataire des Chartreux et qu'un mandat ne pouvant se transmettre par héritage, A. Rey n'avait pas qualité pour poursuivre personnellement le procès; la Cour repoussa encore cette thèse. « En matière de marques, dit-elle, la loi ne connaît d'autre ayant droit que celui dont le nom figure au registre. C. M. Rey *tenait ses droits d'un acte dont les effets subsistent en Suisse* et de son inscription au bureau fédéral de la propriété industrielle, et ces droits *pouvaient valablement être transmis par succession à A. Rey dont la qualité d'héritier du précédent titulaire n'est pas contestée*. Les tiers n'ont pas à lui demander compte de l'usage qu'il lui plaira de faire de la propriété qui réside légalement et légitimement sous son nom ». Et la Cour concluait ainsi :

« *En résumé A. Rey est bien l'ayant droit légitime des marques suisses déposées par Grézier.* »

BELGIQUE

Le problème de la personnalité juridique de la congrégation des Chartreux a été exposé et discuté devant les tribunaux belges dans toute son ampleur et les plaidoyers qui ont été prononcés dans les divers procès ont examiné tous les aspects du problème et produit tous les arguments. Nous trouvons la conclusion de ces débats :

1^o Dans un jugement du Trib. de commerce de Bruxelles du 13 février 1907 (1). Le tribunal considère que les « congrégations religieuses constituent non des personnes civiles, *mais des agrégations d'individus jouissant ut singuli de tous leurs droits civils.* — que des associés capables de leurs droits peuvent exercer ces droits par eux-mêmes ou par mandataire, mandataire traitant soit au nom des mandants, soit en son propre nom — *qu'en ce dernier cas le mandataire ou prête-nom agit non pour compte d'une personnalité juridique inexistante, mais pour compte de chacun des membres de l'association* — qu'au regard des tiers tous les droits et les obligations se fixent sur son chef — que la convention qui lie le prête-nom à ses commettants est pour les tiers une *res inter alios acta* — *que parlant,*

(1) *Revue de droit international privé*, 1907, 274.

alors même que le demandeur Rey serait le préle-nom de divers membres de l'ordre des Chartreux, sa demande devrait être reçue».

Le tribunal civil de Bruxelles confirma ce jugement le 20 mai 1910 (1) : « *Attendu que, en France avant la loi du 1^{er} juill. 1901, comme en Belgique, les religieux vivant sous l'empire de lois ne reconnaissant pas les congrégations comme personnes civiles et ignorant les vœux monastiques jouissaient ut singuli de leur pleine capacité juridique; que dans les termes du droit commun ils agissaient et contractaient en leur nom personnel, donnaient et recevaient valablement des mandats; que les tiers pouvaient ainsi exiger d'eux l'exécution des obligations personnellement contractées et que par une juste réciprocité ils avaient le droit d'exiger l'exécution des obligations prises envers eux sans qu'il y ait lieu de rechercher s'ils avaient ou non l'intention de favoriser les intérêts de la communauté; qu'en effet l'intention de favoriser les intérêts d'une société ou d'une association à laquelle la loi refuse la personnalité morale est impuissante à créer un être fictif distinct des associés; que, d'autre part, le mobile de mettre en commun le bénéfice d'une convention n'est pas destructif de l'intention clairement manifestée d'acquérir vis-à-vis des tiers un droit personnel. Attendu, en conséquence que les faits invoqués par l'appelant pour établir que le demandeur Rey serait per-*

(1) *Journal des Tribunaux*, 12 juin 1910.

sonne interposée ou prêle-nom del'ordre des Chartreux illégalement reconstitué, plutôt que des Chartreux personnellement sont dénués de valeur probante... »

2^o La même question se trouve encore examinée à nouveau dans un *jugement du trib. de commerce de Bruxelles du 27 juin 1911* (Rey et Union agricole c. Compagnie fermière de la Grande-Chartreuse). La jurisprudence belge une fois de plus repoussa les demandes du liquidateur. « Attendu que le tribunal pour trancher le différend qui lui est soumis n'a pas à s'immiscer dans la recherche du point de savoir si les droits revendiqués par les demandeurs qui seraient établis exister dans leur chef vis-à-vis de la défenderesse et du public en général appartiendraient dans le réalité à une personnalité civile constituée au mépris de la loi ou bien une association de personnes physiques qu'elle ne prohibe pas. Attendu qu'il faut sans doute pour qu'un demandeur soit recevable à agir en justice qu'il soit personnellement intéressé au succès du procès qu'il intente, mais cet intérêt existe dans l'espèce dans le chef du demandeur, si l'action doit profiter à une collectivité quelconque d'individus dont il fait partie ».

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

C'est un arrêt du juge fédéral de Buenos-Aires, en date du 15 mars 1907, qui a tranché la question. Le liquidateur invoquait pour établir le défaut de

personnalité de A. Rey, 4 arguments; 1^o d'après lui le plaignant (Rey) réunissait la double qualité de prêtre et de commerçant, ce qui est expressément interdit par l'art. 22 du C. de comm.

2^o L'acte juridique duquel le père Rey fait découler ses droits doit également être considéré comme nul puisque dans cet acte de vente de fonds de commerce l'acheteur, le Père Rey, et le vendeur, le Père Grézier, réunissent la double qualité de prêtre et de commerçant.

3^o La fabrique de la Chartreuse et les marques ont été enlevées à la congrégation par la loi du 1^{er} juillet 1901; ils en ont été dépossédés.

4^o Enfin le Père Rey n'est qu'une personne interposée en faveur de la congrégation à laquelle appartient en réalité le fonds de commerce.

Le juge rejeta toutes ces conclusions; il estima d'abord que Rey n'est pas commerçant au sens légal du mot, qu'il n'a pas accompli les actes de commerce énumérés par le Code argentin; le fait d'enregistrer une marque de fabrique ne constitue pas par lui-même un acte de commerce, ce serait dénier « aux personnes à qui le commerce est interdit le droit de faire usage de leur intelligence, le droit d'inventer, le droit de créer de nouveaux ouvrages artistiques, de nouveaux produits, ce serait en un mot méconnaître le droit de propriété dans une de ses plus brillantes manifestations ».

Le deuxième argument est donc par cela même sans portée. Nous avons également vu précédemment que le juge fédéral avait décidé que la loi du 1^{er} juillet 1901 ne pouvait avoir d'application hors de France, et par suite elle ne peut donc pas être invoquée dans la discussion relative à la propriété du fonds de la Chartreuse. De même enfin on ne saurait invoquer devant la juridiction de la République Argentine les jugements rendus en France et prononçant l'interposition de personne. Sans entrer dans une pareille discussion le juge fédéral s'en tient pour débouter le liquidateur, au titre de propriété parfait produit devant lui.

Ainsi, quels que soient les arguments invoqués par les différents tribunaux, qu'ils s'en rapportent uniquement aux titres matériels de propriété, comme aux Pays-Bas et en République Argentine, qu'ils cherchent au contraire à examiner attentivement, à approfondir la situation de fait et les droits des Chartreux comme en Suisse et surtout en Belgique, nous constatons que partout la prétention du liquidateur et les exceptions d'incompétence qu'il a soulevées ont été repoussées, que le droit de C. M. Rey et d'A. Rey à se porter partie civile au procès est pleinement reconnu : la loi du 1^{er} juill. 1901 n'a pas pu modifier à l'étranger la situation matérielle et juridique des Pères Chartreux (1).

(1) Nous nous sommes contenté de citer les décisions judiciaires où la question a été le mieux développée. Mais pareille solution a été

III. — Cession du fonds de commerce Concurrence déloyale

La question de savoir si Rey était ou non personne interposée une fois tranchée, Lecouturier fit rendre en date du 17 mai 1904, par le Président du Tribunal de Grenoble statuant en référé, une ordonnance l'autorisant à se mettre en possession effective de l'usine de Fourvoirie et du fonds de commerce. Il commença aussitôt, par l'intermédiaire de la maison Cusenier, l'exploitation en France des marques anciennement déposées au nom de l'abbé Rey. Mais dès qu'il voulut étendre à l'étranger la vente de ses produits, il rencontra une opposition absolue de la part des Chartreux : des liqueurs furent saisies à la requête de l'abbé Rey et des procès furent intentés en vue d'interdire au liquidateur l'exploitation des marques de la Chartreuse. — Lecouturier s'adressa une seconde fois au Président du Tribunal civil de Grenoble, qui rendit le 15 février 1905 une ordonnance l'autorisant à se faire délivrer les marchandises saisies à l'étranger, et à faire transférer en son nom les marques étrangères au nom de l'abbé Rey. Celui-ci protesta contre une pareille extension des droits du liquidateur, et nous avons vu précédemment com-

donnée et pleine capacité a été reconnue aux curateurs de l'ordre en Allemagne, Angleterre, États-Unis, Bulgarie, Brésil.

ment la question s'est trouvée résolue par l'arrêt interprétatif de la Cour de Grenoble, du 27 mars 1906, et par l'arrêt de la Cour de Cassation du 16 novembre 1908.

Néanmoins, malgré cet échec partiel du liquidateur, il reste établi par la jurisprudence française — et pour la France tout au moins — que le fonds de commerce avec tous ses accessoires, y compris la marque de fabrique, fait partie de l'actif à liquider et passe à Lecouturier.

Nous allons donc rechercher quelles choses furent transmises effectivement à Lecouturier, et si le fonds de commerce qui avait son siège à l'usine de Fourvoirie a *pu* être transféré au liquidateur.

Il est tout d'abord un fait acquis et reconnu par le liquidateur lui-même, c'est qu'au moment de leur expulsion les Pères Chartreux emportèrent avec eux leur procédé de fabrication et que ce procédé n'a jamais été divulgué. Le Tribunal de Grenoble l'a d'ailleurs reconnu lui-même, dans son jugement du 18 mai 1905, « les secrets et procédés de fabrication ont été emportés par les Chartreux comme une propriété insaisissable, du moment où les procédés non brevetés demeurent inconnus, et la marque s'est trouvée ainsi séparée du produit dont elle avait jusqu'alors garanti la provenance : »

Les moines prirent soin en outre, en transportant à l'étranger le siège de leur exploitation, d'y envoyer

la plus grande partie de leurs liqueurs et de leurs réserves. Aussi, Lecouturier pour continuer l'exploitation, dut-il faire faire par des chimistes une analyse des différentes liqueurs, et il prétend être arrivé aujourd'hui à reconstituer la véritable Chartreuse. Mais quelques voisines que puissent être les deux liqueurs, celle du liquidateur et celle des Chartreux, il est indéniable qu'elles présentent encore des différences. Et jamais Lecouturier ne peut prétendre offrir au public l'ancienne Chartreuse : il est donc acquis qu'il n'a pas en sa possession les véritables procédés de la fabrication de la liqueur.

Mais il prétend aussi qu'en prenant le fonds de commerce, il a conservé une partie de l'ancien personnel précédemment utilisé par les moines et que ce personnel est au courant des usages employés par eux pour la production et la vente des liqueurs. Mais même en admettant que cette affirmation soit établie, il est bien évident qu'il n'a jamais pu conserver que le personnel subalterne de la distillerie, totalement ignorant du fameux secret. Ce secret qui n'était connu intégralement que par le Prieur seul de l'ordre et qui se trouvait divisé pour la fabrication entre quatre personnes dont chacune ne connaissait que ce qu'elle fabriquait, et qui ignorait absolument les $\frac{3}{4}$ de la formule !

Lecouturier est donc entré en possession d'un fonds de commerce qui ne comprenait ni les procédés de

fabrication — ni le personnel — ni la clientèle, puisque les Chartreux ont emporté leur industrie et continué à produire les mêmes produits en ayant eu soin d'en prévenir tous leurs clients. « Il n'a pu acquérir que les épaves matérielles du fonds disparu : un outillage industriel, des matières premières, des marchandises en magasin » et encore ces dernières en quantité tout à fait insignifiante. Si bien que ce fonds estimé sept millions en 1897 n'a pu trouver preneur en 1906 au moment de l'adjudication que pour 500.000 francs. C'est en réalité une entreprise nouvelle et concurrente qui a été établie à Fourvoirie, sans aucune relation avec celle exploitée antérieurement par les Chartreux.

C'est ce que l'on trouve d'ailleurs très clairement exposé dans l'arrêt de la Cour de Justice de Genève du 26 juin 1909.

Étant donnés ces faits, qui peut prétendre à bon droit fabriquer la véritable Chartreuse? Lequel, de Lecouturier ou des Pères, fait à l'autre une concurrence déloyale en attribuant à son produit le nom de Chartreuse? La question se ramène à rechercher quel sens véritable a pris dans l'esprit du public le mot « Chartreuse »? Est-ce purement et simplement un nom régional; ou à cette indication de provenance est-il venu s'ajouter quelque autre signification?

La question a déjà été résolue par la jurisprudence française avant la loi de 1901 par de nombreux arrêts.

Depuis 1901 elle a été examinée à nouveau par les tribunaux étrangers, spécialement en Angleterre et aux États-Unis.

Lecouturier soutint naturellement que le mot Chartreuse devait s'appliquer uniquement à un produit fabriqué *au lieu même de la Chartreuse* et que par conséquent il avait seul le droit de mettre ce mot sur ses bouteilles. Pour étayer sa thèse, il se reporta à ce qui avait été décidé en matière de vins et de dénomination des crus; il estimait que pour la fabrication de la Chartreuse il était nécessaire de posséder, indépendamment de la formule, certaines plantes acclimatées dans la région dauphinoise et qu'une grande analogie existait à ce point de vue entre la fabrication de sa liqueur et celle du vin dont la qualité dépend en grande partie de la nature du sol où est cultivée la vigne. Il invoquait l'autorité de Pouillet : « Le vin d'une région renommée pour ce genre de produits ne peut à notre sens être désigné sous son nom qu'à la condition d'y être tout à la fois récolté et fabriqué » (1). Il invoquait également toute une série d'arrêts et de jugements rendus en ce sens (trib. Bordeaux, 20 mars 1888; Angers, 19 juillet 1887; Angers, 11 avril 1889). Toutes ces décisions rendues en matière de vins tiennent un compte égal et de la production, et de la fabrication; la production, c'est-à-dire la

(1) Pouillet. *Traité de marques de fabrique*, p. 461.

source d'un produit y joue un grand rôle; le lieu de la fabrication seule du vin n'importe pas exclusivement, mais surtout celui où le raisin a poussé, où le vin a été produit.

Mais si ces décisions se justifient pour des vins, produit naturel dont la fabrication est connue de tous, comment prétendre les appliquer à celle d'une liqueur qui tire toute son originalité et sa qualité d'un tour de main, d'un procédé spécial? C'est d'ailleurs ce qu'a toujours décidé la jurisprudence française antérieure à 1901, dans les nombreux procès qui lui ont été soumis à ce sujet.

Dans un arrêt du 25 mars 1853, pour une affaire Garnier contre Rivière frères et autres, la Cour de Grenoble estime : « que le *nom de « Chartreuse » désigne tout à la fois les inventeurs, les fabricants et le lieu de fabrication* ».

Un arrêt du 19 mai 1870 de la Cour de Paris s'exprime ainsi : « Considérant que la dénomination industrielle empruntée à la fantaisie, au nom patronymique du producteur, à sa qualité ou au lieu de fabrication, est dans tous les cas la propriété exclusive du dit producteur ». Nous lisons encore dans un jugement du tribunal civil de la Seine du 31 mai 1870 : « Attendu que la dénomination de liqueur de la Grande-Chartreuse est accréditée dans le commerce comme étant fabriquée *par* les religieux de cette communauté et au siège même de la communauté ».

La Cour de Cassation, dans un arrêt du 5 février 1870, exprimait ainsi son opinion : « Le nom *qui désigne tout à la fois les inventeurs, les fabricants et le lieu de fabrication* constitue sous un triple rapport une marque distinctive et une spécification *qui ne saurait s'appliquer sans qu'il y eût usurpation à aucun autre produit similaire ou analogue* ».

Même solution dans un arrêt de la Cour de Cassation du 26 avril 1872, dans un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 29 mai 1878 — dans un autre arrêt de la Cour de Cassation du 10 août 1880 que nous citerons pour terminer : « Attendu que le mot Chartreuse *indique à la fois le nom du fabricant* (les Chartreux), *le nom ou la raison sociale de la fabrique* qui n'est autre que la communauté de ces mêmes Chartreux et enfin *le lieu de leur fabrication*, c'est-à-dire le monastère de la Grande-Chartreuse où les liqueurs reçoivent sinon toutes leurs manipulations, du moins la préparation spéciale qui constitue le secret tant cherché par le commerce ».

Étant donnée cette série de décisions et que le mot « Chartreuse » indique à la fois et le produit fabriqué par les Pères Chartreux d'après un procédé secret, et le lieu de fabrication, ce mot employé par une personne qui ne possède pas le secret et fait fabriquer par d'autres que par les Pères Chartreux, tout en restant au lieu géographique dit « La Grande-Chartreuse », ne peut servir qu'à tromper le public et à l'induire

en erreur sur la nature du produit qui lui est offert. Tout au contraire, ce mot peut continuer à être légitimement employé par les anciens fabricants, c'est-à-dire par les Pères Chartreux, même si leurs produits portent la mention « liqueur fabriquée à la Grande-Chartreuse », si à côté il y a une contre-étiquette indiquant que cette liqueur anciennement fabriquée à la Grande-Chartreuse est fabriquée maintenant à un autre endroit. C'est en effet indiquer clairement au public ce qui est en réalité : c'est toujours la même liqueur qui lui est offerte, produite par les mêmes fabricants, le lieu seul de la fabrication a changé.

C'est en ce sens que s'est prononcée la *jurisprudence anglaise* après un examen approfondi de la question envisagée spécialement à ce point de vue. Après un succès complet en 1^{re} instance devant le Juge Joyce, 19 octobre 1907, Lecouturier fut ensuite entièrement battu en appel et en cassation. Dans l'arrêt de la Cour suprême de justice du 11 décembre 1907, infirmatif du 1^{er} jugement, le lord Chief Justice s'exprimait ainsi : « Je n'ai pas le moindre doute que de nombreuses années avant 1901 le mot Chartreuse avait acquis dans le commerce anglais des liqueurs un second sens, celui d'une liqueur fabriquée par les moines du monastère... Il me semble que chacun a dû comprendre que la liqueur était fabriquée par les moines du monastère de la Grande-Chartreuse... On peut dire sans hardiesse en présence de cet état de choses reconnu après en-

quête complète faite par le savant juge, que *cette enquête écarte complètement l'idée que le mol Chartreuse veuille dire fabriquée dans la région* » (1).

Lord Justice Buckley disait : « Suivant nos lois il (Lecouturier) pouvait dire : « Nous avons succédé à l'industrie jusqu'ici exploitée à la Grande-Chartreuse, nous possédons la clientèle française de cette industrie, nous vous demandons de nous acheter nos produits comme exploitant cette industrie, » mais il n'avait pas le droit de dire si ce n'était pas vrai qu'il fabriquait l'article que les moines fabriquaient jusqu'ici et il n'avait pas le droit de faire passer ses produits pour des produits fabriqués par les moines. » Et Lord Justice Kennedy disait encore plus nettement : « Peu importe que les Pères Chartreux aient été ainsi appelés originairement du nom géographique du lieu où ils résidaient et s'adonnaient à la fabrication. En fait le produit de leur industrie avait acquis un caractère commercial sous le nom de Chartreuse *et cette application signifiait pour le public un produit fabriqué par les moines d'après leur procédé.* et c'est là, me semble-t-il, que le savant juge de première instance a adopté une manière de voir insoutenable ».

La Chambre des Lords, par son arrêt en date du 18 mars 1910, confirma entièrement l'arrêt de la Cour su-

(1) *Revue de droit international privé*. 1908, p. 274.

prême, en adoptant les avis exprimés par les juges d'appel : les prétentions du liquidateur étaient ainsi complètement écartées.

Aux *États-Unis* la question fut envisagée dans les mêmes termes, et au jugement de la Cour de Circuit des États-Unis en date du 18 novembre 1907 rendit une sentence favorable aux Chartreux. Nous y lisons en effet : « *Ce nom n'est pas un nom de lieu et ne le fut jamais ; c'est le terme français pour une forme d'édifice, c'est-à-dire un monastère chartreux ; mais pour les besoins commerciaux américains il signifie, et signifie depuis longtemps, une certaine boisson fabriquée par cette branche de l'ordre des Chartreux habitant près de Grenoble à la Grande-Chartreuse. Le liquidateur semble en vertu de la loi être devenu le possesseur de la marque de fabrique Chartreuse, bien qu'il n'ait trouvé aucun fonds de commerce pour l'y joindre et qu'il n'eût aucune capacité ou aucune connaissance pour faire l'article recouvert de la dite marque....* On pourrait trouver une certaine force à l'argument de la défenderesse si le liquidateur était devenu possesseur du fonds de commerce qui produisait le produit indiqué par la marque de fabrique. C'est ce qui n'eut pas lieu. *Une entreprise n'est pas attachée à un lieu ou à un édifice et sa validité ne dépend pas de sa continuation en un lieu ou un pays.* » Et appréciant la qualité du liquidateur le jugement dit : « *Lui et ceux revendant après lui sont des concurrents, jouissant de l'avan-*

tage d'une protection gouvernementale dans le pays qui l'a désigné.»

La Cour suprême des États-Unis du 29 mai 1911, à qui l'arrêt fut déféré, le modifia légèrement encore en faveur des Chartreux et dans son argumentation elle examine aussi la signification du mot Chartreuse. « Il est indubitablement vrai que des noms qui sont des noms purement géographiques ne peuvent pas être appropriés comme marques de fabrique. Cependant ce principe connu n'est pas applicable ici. Il n'est pas nécessaire pour nous de déterminer l'origine du nom de l'ordre et son monastère principal. Si l'on suppose que les moines ont emprunté leur nom à la région en France où ils se sont établis au ^x^e siècle, il est vrai que ce nom est devenu spécialement leur appellation. Et le mot « *Chartreuse* » quand *il est appliqué à la liqueur* qu'ils ont fabriquée et vendue pendant des générations, *ne peut pas être regardé au sens propre comme un nom géographique*. Ce mot se réfère exclusivement à ce fait qu'il s'agit de la liqueur fabriquée par les moines Carthusiens dans leur monastère ».

La Cour cite encore dans son arrêt les paroles de Lord Chief Justice que nous avons reproduites et décide « qu'il faut dans le 4^e paragraphe du jugement, (dans la partie renfermant l'injonction visant la concurrence déloyale) insérer une clause empêchant l'emploi du mot Chartreuse, comme nom ou désignation de liqueur, lorsqu'il s'agit de la vente de liqueur

non fabriquée par les Pères, ou lorsque cette liqueur n'est pas nettement distinguée du produit des Pères »

Nous avons insisté sur ces jugements anglais et américains parce que ce sont ceux qui se sont placés surtout à ce point de vue de la concurrence déloyale et qu'ils ont examiné d'une façon plus spéciale cette face de la question. Mais partout où les Pères Chartreux poursuivirent Lecouturier et la compagnie Cusenier en concurrence déloyale ils obtinrent encore le même succès (1). Il n'y a donc eu en réalité ni cession de fonds, ni continuation de l'entreprise des moines; il y a eu seulement envoi en possession à Lecouturier de quelques objets matériels et installation dans ces débris d'une nouvelle entreprise, concurrente de la fabrique de Tarragone.

IV. — Caractère accessoire de la marque de fabrique

Même si l'on admet, ainsi que la Cour et le Tribunal de Grenoble l'ont jugé, que Lecouturier ait le droit de se dire le possesseur légitime en France du fonds de commerce exploité par les Chartreux, avec tous ses accessoires, y compris la marque de fabrique, doit-il s'ensuivre nécessairement que les marques

(1) En Belgique par exemple dans des arrêts du Tribunal de Commerce du 13 fév. 1907, du 20 mai 1910, nous lisons : « Attendu que ces marques inscrites au nom de Rey étaient attachées non pas à l'usine de Fourvoirie, mais aux produits fabriqués suivant un secret qui n'était pas saisissable et qu'ils ont emporté avec eux... »

déposées hors de France au nom de Rey pourront être réclamées et exploitées par le liquidateur comme étant comprises parmi les biens de la Congrégation qu'il a pour mission de liquider? C'est pour un cas tout à fait spécial la question générale du caractère accessoire des marques de commerce qui s'est posée devant les Tribunaux.

Y a-t-il un rapport nécessaire entre les marques enregistrées en France et celles qui ont été déposées en pays étranger relativement au même produit? La question est très controversée et a été discutée une fois de plus encore à propos de cette affaire des Chartreux.

a) Les uns, parmi lesquels Monsieur Lyon-Caen, qui a exprimé ses idées dans la consultation déjà mentionnée, estiment que le droit à la marque est un droit personnel; c'est en quelque sorte *l'individualisation de la personne du fabricant*; — et ce droit, comme droit personnel une fois la frontière franchie subsiste toujours égal et pareil à lui-même. *Ce droit à la marque est un*, quel que soit le nombre des pays où il jouit de la protection légale. L'individu ou la société qui est propriétaire d'une marque n'a qu'un seul droit de propriété.

A l'appui de cette opinion, on invoque l'art. 6 de la convention de 1883 qui a créé une union internationale pour la protection de la propriété industrielle; cet article porte que toute marque de fabrique ou de

commerce régulièrement déposée dans le pays d'origine sera admise au dépôt et protégée telle quelle dans tous les autres pays de l'union. La marque protégée, fait-on remarquer, est celle du pays d'origine; il n'y a donc pas autant de droits que de pays. — On cite également la convention de 1891 pour l'enregistrement international des marques : un seul dépôt fait dans le pays d'origine suffit pour en assurer la protection dans tous les pays contractants; l'administration du pays d'origine fait le dépôt au bureau international de Berne pour la protection de la propriété industrielle. — Quant à la situation de ce droit à la marque, elle se trouve fixée à *l'établissement dont la marque est l'accessoire*; le droit à la marque est situé dans le pays de cet établissement; c'est dans ce pays que la propriété de la marque a pris naissance, c'est son pays d'origine.

b) Les partisans de la théorie opposée soutiennent au contraire que la marque est *l'individualisation de la marchandise ou du produit fabriqué*, l'extériorisation de la marchandise qu'elle distingue des produits similaires. Elle est destinée à empêcher toute contrefaçon, toute concurrence déloyale, à affirmer l'authenticité du produit : partout où cette concurrence est à craindre, la marque de fabrique agit par ses effets et se trouve située là. Il y a *autant de droits différents que de pays où la marque est enregistrée et déposée*, et c'est cette *loi locale qui s'applique*; donc

autant de lois distinctes qui viennent protéger la marque contre l'usurpation, autant de propriétés différentes.

Que devient donc la Convention de 1883 et quel sens faut-il lui attacher? L'art. 6, *complété d'ailleurs par le protocole de clôture*, ne fait qu'établir un régime de faveur pour certaines marques, celles qui ont été déposées dans l'un des États; c'est un régime d'exception qui laisse en dehors le droit commun, c'est-à-dire la protection de chaque marque dans les différents pays suivant la loi locale. — D'ailleurs, la Convention de 1883 réserve d'une façon très nette l'application des lois d'ordre public : les marques déposées dans les pays de l'union ne pourront être admises au dépôt dans les autres pays qu'autant qu'elles n'auront rien de contraire à l'ordre public et aux lois.

Quant à la convention de 1891, elle n'a pas pour effet de solidariser les marques; elle réserve à chaque État le droit de former opposition à ce dépôt international; chaque État possède ainsi le droit de se soustraire aux conséquences de l'enregistrement international et d'appliquer à la marque sa législation locale.

En résumé, si pour prendre naissance une marque étrangère a eu besoin d'une marque mère, si elle doit être issue d'un fonds de commerce déterminé, une fois née elle acquiert une pleine indépendance; aucun lien ne la rattache plus à son pays d'origine; le caractère accessoire des marques ne peut s'appliquer qu'à cette origine et non à sa vie personnelle. « Les

marques de chaque pays sont indépendantes les unes des autres ; indépendantes, elles ne le sont pas moins les unes et les autres du fonds de commerce qui les exploite ».

c) Il est vrai que la *jurisprudence française* semble admettre qu'il y a une relation nécessaire entre le fonds et la marque, et que la vente d'un établissement commercial comprend toujours la marque qui en extériorise les produits. — Mais nous pouvons remarquer que pour affirmer une telle doctrine, cette jurisprudence se place toujours dans le cas d'une vente volontaire et sa décision s'explique parce que, d'après elle, telle a été vraisemblablement la volonté des parties. La présomption générale est qu'il y a à la fois cession du fonds de commerce et cession de la marque.

Mais cette présomption peut être écartée par une volonté contraire : la vente d'un fonds de commerce ne comporte pas toujours et d'une façon absolue la transmission des marques de fabrique qui y ont été exploitées. « Le fonds de commerce est une universalité de faits ou réunion d'objets corporels unis par l'emploi auquel ils sont consacrés, mais susceptibles pourtant d'être séparés les uns des autres » (1). La marque de fabrique est un de ces éléments et elle peut en être séparée ; il n'y a pas de lien nécessaire entre la marque de fabrique et le fonds de commerce : c'est un lien purement artificiel.

(1) Lyon-Caen et Renault. *Traité de droit commercial*. 4^e édit., t. III, p. 182.

Et ce lien que la jurisprudence présume exister dans les cas généraux, la volonté d'une des parties contractantes peut le détruire : un commerçant en aliénant son fonds peut se réserver formellement l'exploitation d'une marque. La jurisprudence va même plus loin : elle décide que cette volonté peut n'être que sous-entendue, tacite et qu'elle peut résulter des circonstances : (Trib. de Commerce de la Seine, 24 mai 1884); tel serait le cas d'un commerçant vendant son fonds et se réservant le droit d'exploiter un produit similaire.

d) Mais qu'arrivera-t-il si au lieu d'une vente volontaire, *c'est par une transmission forcée, par une expropriation* que le fonds est passé en d'autres mains? *Un arrêt de la Cour de cassation. Chambre des requêtes du 8 novembre 1880* a statué sur cette question à propos du monopole de la fabrication des allumettes chimiques; une loi du 2 août 1872 avait attribué à l'État le monopole de la fabrication des allumettes chimiques; cette loi avait pour conséquence l'expropriation, moyennant indemnité, des différentes usines qui fabriquaient des allumettes en France, par suite impossibilité pour les compagnies expropriées d'exploiter leurs marques sur le territoire français.

La Compagnie concessionnaire du monopole ne se contenta pas de fabriquer des allumettes sur le territoire français : elle voulut encore exploiter à l'é-

tranger le nom et les marques des fabricants expropriés, soutenant qu'il se trouvaient implicitement contenus dans la cession forcée dont elle était bénéficiaire. Elle exposa ses prétentions au ministre des Finances, Monsieur Léon Say dans une lettre du 28 mars 1873 à laquelle il fut répondu que : « En ce qui concerne la marque de fabrique, elle lui avait paru constituer une propriété commerciale qui pouvait être exploitée non seulement en France, mais encore à l'étranger, et que l'État ne saurait se l'approprier que sur son propre territoire, en ajoutant que le marché extérieur devait échapper complètement à son action et rester ouvert à toutes les compagnies qui se trouveraient expropriées par suite du monopole ». (Lettre du 23 avril 1873). — Renouvelant sa demande, la Compagnie adressa une autre lettre le 9 mai 1873, et Monsieur Magne, alors ministre des Finances, lui fit encore la même réponse (lettre du 16 juin 1873). « Cette loi et le cahier des charges n'avaient pas détruit la faculté qu'avaient les fabricants de s'en prévaloir à l'étranger ; qu'enfin, au point de vue du droit et de l'équité, l'État ne pouvait ni ne devait exiger la cession des marques commerciales des fabriques d'allumettes chimiques ».

L'affaire fut alors portée devant les tribunaux : la cour d'appel de Paris par son arrêt du 24 février 1880, la Chambre des requêtes par son arrêt de rejet du 8 novembre 1880 se sont prononcées dans le même sens :

elles ont déclaré que la loi d'expropriation de 1872 n'avait eu et ne pouvait avoir aucun effet sur les marques étrangères; la loi avait introduit un monopole nouveau, qui doit être restreint au but qu'avaient poursuivi les auteurs de la loi. Or la loi de 1872 a voulu simplement établir le monopole sur le territoire français : elle n'a pas porté ses regards au delà des frontières. Voici d'ailleurs les termes mêmes de l'arrêt de la Cour d'appel, termes tout à fait généreux comme on peut le constater. « L'expropriation des fabriques ainsi faite en vue d'un régime de monopole ne saurait donc quant à son objet et ses résultats, être assimilée à une cession volontaire, qui serait faite dans un intérêt privé sans exception ni réserve, d'un établissement commercial ou industriel. Le monopole devant se renfermer dans les limites du territoire français, la fabrication et la vente des allumettes chimiques, en tout pays hors de France, sont restées comme auparavant sous la protection de la liberté industrielle et commerciale; *les fabricants expropriés avaient donc droit et intérêt à conserver en vue de l'industrie qu'ils pourraient transporter à l'étranger, la propriété et l'usage de leurs marques de fabrique et noms commerciaux*, tandis que l'État français ou la Compagnie concessionnaire ne pouvait invoquer le privilège du monopole pour les comprendre dans l'expropriation des fabriques » et la Cour de Cassation s'exprimait ainsi : « Attendu que si des indemnités

ont été accordées aux fabricants dépossédés du droit d'exercer leur industrie sur le territoire de la République française, le paiement de ces indemnités n'implique de ce chef aucune cession de droits au profit de l'État ou de la Compagnie concessionnaire; *que les fabricants ont conservé après comme avant leur personnalité commerciale et que maîtres de porter leur établissement à l'étranger* ils ont gardé en même temps la propriété exclusive des signes extérieurs qui en signalent les produits ».

Ces arrêts ont par là même écarté cette interprétation par laquelle on aurait pu soutenir que l'expropriation dissimulait une véritable vente, vente forcée, mais vente dont le prix avait été payé sous forme d'indemnité et que dès lors les vendeurs n'avaient pas, en acceptant cette indemnité, réservé leurs droits à l'exploitation de leurs marques à l'étranger; ils devaient donc être réputés y avoir renoncé en même temps qu'à la fabrication sur le sol français. — Cette argumentation devait céder encore devant cette raison décisive que la loi de 1872, loi fiscale et comme telle de droit étroit, n'avait pas entendu imposer aux fabricants d'allumettes la cession pure et simple de leur industrie à l'État : elle avait seulement entendu créer un monopole et son but était atteint quand les fabricants cessaient en France de fabriquer et de vendre des allumettes.

De plus cette jurisprudence interdisait à la Com-

pagnie concessionnaire d'exploiter, même sur le territoire français, les marques de la Compagnie expropriée. La Compagnie a le monopole de la fabrication des allumettes, mais elle ne peut pas se servir des marques autrefois exploitées par les Compagnies auxquelles elle se trouve substituée. « La Compagnie générale sera tenue, dit l'arrêt, d'enlever de ses marques de fabrique, de ses boîtes d'allumettes, ou autres produits, prospectus ou annonces quelconques, les noms de Caussemille... etc. (parties plaignantes) ».

Si telle est la solution de la jurisprudence pour le cas où il y a eu expropriation avec indemnité, *comment ne pas étendre a fortiori cette solution à la liquidation des Chartreux*? La loi de 1901, qui a prononcé l'expropriation des moines, n'a certes pas le caractère ou l'apparence même d'une vente, il n'y a pas pu y avoir transmission du fonds exploité par la congrégation : la volonté de l'une des parties a été complètement absente; cette partie expropriée n'a pas été appelée à discuter les conditions de sa dépossession. Enfin et surtout la Congrégation n'a reçu aucune espèce d'indemnité dans laquelle on pourrait voir le prix de leur abandon.

Et l'esprit de cette jurisprudence est encore ici d'accord avec le but que se proposait le législateur de 1901. Il n'a jamais voulu donner à l'État français le moyen de se faire distillateur ou liquoriste, et d'exploiter dans toutes les parties du monde les liqueurs

fabriquées sur le territoire français; le législateur a voulu briser la puissance des ordres religieux sur le territoire français; il ne s'est pas préoccupé de ce qui pouvait se passer en dehors de France, ni de savoir si les congrégations expulsées se reconstitueraient en dehors de la frontière.

Le but de la loi de 1901 est donc aussi territorial et ne peut avoir aucune répercussion en dehors de nos frontières.

Nous emprunterons la conclusion de cette discussion à la remarquable consultation de Monsieur Weiss. « Du moment qu'une loi d'expropriation procédant de considérations industrielles et fiscales n'a pu porter aucune atteinte aux droits que les fabricants expropriés avaient sur leurs marques à l'étranger, la loi sur les congrégations, qui est aussi une loi d'expropriation dictée par des mobiles politiques, disons le mot, une loi de confiscation, ne saurait avoir une portée plus étendue. Nous croyons avoir ainsi établi que les marques enregistrées au nom de M. l'abbé Rey, hors de France, sont demeurées en dehors de la prise de possession par le liquidateur des biens appartenant à la congrégation des Chartreux; elles sont distinctes du fonds de commerce qu'il a appréhendé; elles n'en font nullement partie intégrante; elles ne constituent pas des biens détenus par les Chartreux en France, ce sont des biens étrangers sur lesquels la loi française n'a aucune prise, pas plus qu'elle n'en

aurait sur les autres biens, meubles ou immeubles, dont une congrégation dissoute serait propriétaire au delà de nos frontières » (1).

*Attitude de la jurisprudence étrangère
sur cette question*

PAYS-BAS

La question se trouve examinée dans l'arrêt de la Cour de La Haye du 20 octobre 1907. La Cour examine d'abord au point de vue de la loi néerlandaise ce qu'il faut entendre par le caractère accessoire de la marque; et elle déclare que si le droit aux marques servant à distinguer les produits de fabrique et de commerce est lié étroitement à l'établissement commercial, ce droit n'est pas lié étroitement à *un établissement déterminé* d'industrie ou de commerce. S'il est vrai d'une part que la perte réelle de cet établissement amène la perte du droit aux marques, les fabricants et commerçants conservent leur entière liberté pour transférer leurs établissements où ils veulent; et l'arrêt de Grenoble ne peut enlever aux moines Chartreux le droit de porter dans un autre pays leur distillerie et de se servir pour les marchandises qui y sont produites de marques valables à l'étranger indépendamment de leur validité dans le pays d'origine.

(1) Weiss, Consultation précitée.

La Cour se reporte ensuite à la Convention de Paris du 20 mars 1883 et recherche si le caractère accessoire de la marque se trouve inscrit dans l'art. 6 de cette convention; tel n'est pas son avis et voici l'explication qu'elle en donne. « Que cependant l'art. 6 dudit traité stipule seulement que toute marque de fabrique ou de commerce déposée régulièrement dans le pays d'origine sera admise au dépôt dans tous les États de l'Union et sera protégée telle qu'elle est; ce qui, comme le prouve le protocole final, doit être compris en ce sens, qu'aucune marque ne sera exclue pour le motif que, pour ce qui concerne les signes, elle ne satisfait pas à la législation de l'État, où elle est transcrite, pourvu qu'elle satisfasse à la législation du pays d'origine *et que, sauf celle exception concernant la forme de la marque, l'application de la législation intérieure, de chacun des États, est de rigueur; que par conséquent notre législation intérieure doit décider si le sort de la marque en Hollande suit celui de la marque en France, où l'établissement industriel et commercial s'est trouvé* ».

La jurisprudence néerlandaise donne donc pleine satisfaction aux Pères Chartreux et adopte expressément sur le caractère accessoire des marques la théorie soutenue par Monsieur Weiss et que nous avons essayé d'exposer précédemment. »

BULGARIE

Les tribunaux se sont ici montrés moins affirmatifs sur la question des principes ; on sent dans leur décision qu'ils se sont trouvés pris entre la solution théorique qu'ils avaient précédemment adoptée sur le caractère accessoire de la marque, et d'un autre côté l'injustice flagrante à laquelle ils auraient abouti en appliquant dans cette affaire une jurisprudence trop rigoureuse. Et sans vouloir émettre franchement une opinion générale, ils ont examiné l'espèce particulière qui leur était soumise et statué spécialement pour l'affaire des Chartreux. Le tribunal de Sofia dans son jugement du 1^{er} novembre 1910 commence par déclarer tout d'abord qu'il n'y a pas eu interruption réelle de l'entreprise pouvant entraîner la perte des droits de Rey sur la marque, la distillerie continuant à être exploitée à Tarragone. Puis, examinant le lien de dépendance existant entre la marque et son pays d'origine, le tribunal déclare : « Il est vrai que la loi protège une marque étrangère aussi longtemps qu'elle est protégée dans le pays où elle a tout d'abord été enregistrée ; mais il est vrai (s'empresse-t-il d'ajouter) *que cette loi vise les cas normaux* où la législation régulière prive de sa protection les marques de fabrique. *Mais la loi ne peut être appliquée aussi dans le cas présent, où la protection de la marque étrangère cesse pour des motifs extraordinaires* ».

BELGIQUE

Un jugement du *tribunal civil de Bruxelles* du 20 mai 1910, confirmant un jugement du tribunal de commerce du 13 février 1907, a examiné la question du caractère des marques, quel est par suite leur véritable titulaire et qui a droit à la protection. Il envisage d'abord le lien qui peut exister entre les marques et l'établissement commercial ou industriel et décide que le mot établissement ne doit pas être pris, dans la loi belge, avec un sens étroit, désignant strictement l'immeuble où se fabrique le produit. « Attendu, dit-il, qu'il résulte des travaux préparatoires que la marque s'attache surtout à la fabrication, qu'elle individualise et qu'elle subsiste entre les mains d'une tierce personne aussi longtemps qu'elle continue à distinguer les produits pour lesquels elle a été créée, *attendu que les marques inscrites au nom du Père Rey en Belgique, étaient attachées, non pas à l'usine de Fourvoirie, que les Chartreux ont dû abandonner au liquidateur de la congrégation, mais aux produits fabriqués suivant un secret qui était insaisissable* et qu'ils ont emporté avec eux ». Si donc il y a un lien, ce lien existe plutôt entre la marque et le produit qu'entre la marque et l'établissement.

Le tribunal examine ensuite le rapport qui unit la marque mère, la marque du pays d'origine et les mar-

ques inscrites dans les autres pays ; et se demandant si l'annulation en France de ces marques entraîne leur annulation en Belgique, *il proclame l'indépendance absolue de la marque belge.* « Attendu, dit-il, que la loi belge, du 1^{er} avril 1879, base la protection des marques de fabrique sur le principe territorial... attendu que les *droits acquis par l'enregistrement national belge n'ont pas été modifiés par les conventions internationales qui ont organisé l'enregistrement international... »*

Subsidiairement enfin ces marques se trouvent protégées par ce fait que depuis le transfert en Espagne de la fabrication des produits distingués par les marques litigieuses, celles-ci le seraient encore, à raison de la réciprocité constatée *par les traités avec l'Espagne et non plus par ceux avec la France.*

Ce dernier argument a été repris une fois encore par le tribunal de commerce de Bruxelles dans son jugement du 27 juin 1911 ; le liquidateur avait soutenu une fois de plus que les marques inscrites au nom de Rey cessant d'être protégées dans leur pays d'origine, cessaient par là même d'être protégées dans les autres pays. Le tribunal refusa de prendre encore considération de cet argument, estimant que l'examen de cette controverse juridique ne s'imposait pas en l'espèce ; car si les marques doivent, pour être protégées, dépendre d'un établissement commercial, les marques des Chartreux se rattachent maintenant à l'établissement installé à Tarragone, et Rey peut se fonder sur la

convention de 1883 entre la Belgique et l'Espagne pour réclamer la protection de ses marques : « Attendu, dit en effet le tribunal, que le demandeur Rey a un établissement commercial à Barcelone et qu'en vertu de la convention de Paris du 20 mars 1883, approuvée par la loi du 5 juillet 1884, il a droit en Belgique à la protection légale de ses marques pour avoir rempli les conditions exigées par la loi intérieure, dès lors qu'il possède un établissement dans l'un des pays de l'Union. »

ALLEMAGNE

Nous trouvons ici en dehors de la jurisprudence le problème du caractère accessoire des marques de fabrique, traité complètement dans la consultation de M. Kohler déjà citée. L'éminent professeur de Berlin produit tout d'abord l'argument que nous venons de trouver dans la Jurisprudence belge, à savoir que, étant donné le transfert de l'établissement en Espagne et pour autant que les marques allemandes sont dépendantes du pays d'origine, c'est l'Espagne qui tout d'abord devrait entrer en ligne de compte. « Les marques allemandes qui autrefois avaient été basées sur les marques françaises seraient ainsi, après le changement du lieu de fabrication, et partant du pays d'origine, des émanations du droit espagnol en matière de marques. Bien que basées à l'origine sur des marques françaises, elles devraient continuer de subsister

d'après les principes du droit du nouveau pays d'origine; car si le principe accessoire venait à être établi le plus rigoureusement possible, le titulaire d'une marque, qui quitte son pays, devrait jouir de la possibilité d'acquérir des droits dans le nouveau pays et maintenir ainsi en vigueur le droit primitif qu'il possédait. *Cela serait, si la question du principe accessoire était rigoureusement établie.* Mais tel n'est pas le cas chez nous, puisque l'idée du caractère accessoire n'est pas complètement tranchée. « Pour l'éminent professeur, en effet, le caractère accessoire ne s'applique qu'à l'origine et non à la continuation. « Il suffit qu'au moment où la marque a été obtenue en Allemagne, elle ait acquis la protection de l'étranger. *Que cette protection dure, cela n'a pas d'importance pour la validité ultérieure en Allemagne...* Il s'ensuit que l'existence des marques allemandes est déjà garantie par ce fait que ces marques ont été créées à une époque où les marques françaises étaient indubitablement en vigueur. Leur sort en France n'a pas d'importance pour nous ».

Portée devant les tribunaux de l'Empire, l'affaire a tout d'abord été jugée par le tribunal civil de Hambourg, jugement du 23 février 1906. Ces premiers juges se prononcèrent nettement en faveur de la thèse du caractère accessoire des marques de fabrique; ils estimèrent que seules les marques étrangères protégées dans leur pays d'origine sont admises à la

protection à l'intérieur de l'Allemagne. Il n'y a pas de marque allemande qui porte en soi sa protection, mais simplement les marques du pays d'origine apportées en Allemagne pour les faire protéger. Le liquidateur ayant été mis en possession régulière des marques, le transfert à son profit du droit à la marque est incontestable. Le Tribunal interdit donc à Rey d'utiliser les marques en question ou d'en disposer tout en l'autorisant, il est vrai, à s'opposer à l'importation et à la mise en vente des produits de la masse représentés par le liquidateur sous les dites marques.

La Cour hanséatique de Hambourg, arrêt du 9 novembre 1907, cassa ce que le jugement du tribunal avait de défavorable à la thèse des Chartreux. Elle examina même spécialement ce qu'avait de bien fondé la théorie du caractère accessoire des marques. « Le droit inhérent aux marques n'est pas limité aux frontières de l'État qui lui accorde la protection. Même lorsque la marque appartenant à une entreprise définie d'un pays est reconnue comme susceptible de protection dans d'autres pays, elle reste toujours la seule et même marque. Il résulte de là que si la marque n'est pas ou n'est plus protégée dans le pays d'origine, la protection lui est également refusée en Allemagne. Mais du caractère accessoire de la marque il ne découle rien de plus. *Il n'en découle pas que sous les autres rapports la marque allemande doive nécessairement suivre le sort de la marque mère.* C'est jusqu'à ce point que la marque

allemande constitue une partie de l'ensemble des droits, partie qui obéit à des principes propres, c'est-à-dire au droit allemand. « Si donc il y a eu en France, transmission au liquidateur des marques inscrites au nom de Rey, le transfert est inopérant en Allemagne et le caractère accessoire de la marque ne saurait aller jusqu'à rendre Lecouturier titulaire de ces marques.

Cet arrêt fut confirmé par la Cour suprême de Leipzig, arrêt du 29 mai 1908, en des termes plus explicites encore; nous lisons en effet dans cet arrêt : « On sait que lorsqu'il s'agit de droits pouvant résulter de l'enregistrement de marques étrangères en Allemagne, le principe qui prévaut est que, pour que ces droits puissent prendre naissance, il faut que la marque jouisse de la protection légale dans son pays d'origine. Mais des principes énoncés plus haut, *on ne saurait conclure que la situation des marques valablement enregistrées en Allemagne serait tout simplement à l'avenir la même que la situation légale de la marque principale dans son pays d'origine. Bien mieux, c'est la loi allemande qui est déterminante* en ce qui concerne le maintien du droit résultant de la marque allemande et aussi en ce qui concerne — et c'est ce qui importe le plus ici — *l'effet que certaines dispositions peuvent exercer sur la marque allemande.* Par suite de son enregistrement valable sur le registre des marques allemandes, *la marque est pour autant soumise au droit allemand* ».

SUISSE

Un arrêt de la Cour de justice civile de la République et du canton de Genève du 26 juin 1909 s'exprime ainsi, posant clairement la question :

« Les intervenants, Lecouturier et la Compagnie fermière, ont ensuite allégué que si les marques étrangères ne leur avaient pas été expressément attribuées, elles devaient néanmoins leur revenir de droit comme cessionnaires de la marque originale, accessoire elle-même du fonds de commerce en leurs mains.

On doit s'étonner de ce que Lecouturier et la Compagnie fermière persistent à soutenir le principe de l'unité de la marque, vis-à-vis de l'arrêt interprétatif du 26 mars 1906 qui a consacré le principe contraire, en admettant que les marques françaises avaient pu être attribuées séparément des marques étrangères.

Si en effet au moment de sa création la marque étrangère apparaît comme un accessoire de la marque originale puisqu'il faut qu'elle soit protégée dans son pays d'origine pour acquérir la protection dans un autre pays, elle *reçoit par son inscription la nationalité de cet autre pays.*

C'est, en effet, la loi de ce dernier qui fixe seule les conditions que la marque devra remplir pour être protégée, l'étendue de sa protection, la manière dont elle s'exercera (art. 4 du protocole de clôture de la convention de Madrid du 20 mars 1883); il est évident

qu'elle est seule déterminante en ce qui concerne le maintien ou le transfert d'un droit que seule elle peut conférer. La marque étrangère est, par conséquent, soumise à des principes qui lui sont personnels et différents de ceux qui régissent la marque originale, cela suffit pour la rendre indépendante de cette dernière. Tel a été l'avis des instances supérieures de tous les pays où la question a été posée à propos des marques de la Chartreuse ».

Nous n'avons rien à ajouter à un exposé si bref et si complet de la question que nous venons de présenter dans ce dernier paragraphe de notre thèse. L'arrêt de la jurisprudence de Suisse est tout récent et, ainsi qu'elle le remarque, elle a pu examiner les réponses des autres nations et son avis nous semble acquérir par là même une autorité encore plus forte.

VU : *Le Président de la Thèse,*
ANDRÉ WEISS.

VU : *le Doyen,*
P. CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION ET PLAN.....	1
<i>1^{re} Partie : Portée d'application des lois en droit international privé, spécialement des lois de police et de sûreté.....</i>	
	5
<i>2^e Partie : Nature et caractère de la loi du 1^{er} juillet 1901.</i>	
I. Événements qui ont amené le vote de la loi.	19
II. Étude des débats et du texte de la loi :	
a) Préliminaires parlementaires.....	22
b) Aspect général de la loi.....	23
c) Étude des dispositions de la loi.....	25
d) Sa non-application aux colonies.....	37
e) Circulaires relatives à la loi.....	39
III. Examen de la doctrine:	
A. MM. Lyon-Caen et Millerand.....	40
B. MM. Planiol, Weiss, Pillet, Kohler.....	42
IV. Examen de la Jurisprudence française.....	46
V. Examen de la Jurisprudence étrangère :	
Brésil.....	60
République Argentine.....	62
États-Unis d'Amérique.....	64
Bulgarie.....	68
Pays-Bas.....	69
Allemagne.....	71
Suisse.....	73
Belgique.....	76

	Pages.
3 ^o <i>Partie : Questions relatives à la liquidation de la congrégation des Chartreux.</i>	
1 ^o L'ordre des Chartreux avant et depuis la loi de 1901.....	84
2 ^o Personnalité et capacité.....	89
3 ^o Cession du fonds ; concurrence déloyale..	101
4 ^o Caractère accessoire de la marque de fa- brique	112


~~~~~  
PITHIVIERS. — IMP. PITHIVERIENNE. — 4111  
~~~~~